2e année — N° 215 — 25 Janvier 1936 Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

REVUE BIMENSUELLE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

DANS CE NUMÉRO :

R. LOUZON

Espagne fin 1935...

M. MARTINET

Pour les soixante-dix ans de Romain Rolland

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les étudiants sont des bourgeois

ROMAGNE

En marge : RUDYARD KIPLING

Le Congrès de fusion de l'Union des Syndicats de la Seine

ADMINISTRATION ET RÉDACTION, 54, rue du Château-d'Eau — PARIS (10e

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire

(Paraissant le 10 et le 25)

◆

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

◆

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*
54, rue du Château-d'Eau, Paris-10e

◆

PERMANENCE :

Tous les soirs, de 18 à 19 heures

◆

Téléph. : **BOTzaris 21-02**

◆

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

SOMMAIRE DU N° 215 (25 Janvier 1936)

Espagne fin 1935 (*suite et fin*) ..... R. LOUZON.

Pour les soixante-dix ans de Romain Rolland.. M. MARTINET.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les étudiants sont des bourgeois.

Contre la guerre et l'union sacrée

A propos du conflit italo-éthiopien (J. LEUNOIS).

Renaissance du syndicalisme

Le congrès de fusion de l'Union des Syndicats de la Seine (M. CHAMBELLAND).

La vérité sur l'U.R.S.S.

Le voyage des instituteurs : Remarques sur un article de Marthe Pichorel (M. YVON).

En marge...

Rudyard Kipling. — Cinémas : *Harmonica, Tchapaiev, Veille d'armes.* — Cabarets : les Noctambules (ROMAGNE).

Livres, Revues, Journaux

Maurice Dommanget : « Pages choisies de Babeuf » (A. RICHARD).

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Collection de la « Révolution Prolétarienne »

PRÉCIS DE GÉOGRAPHIE ÉCONOMIQUE

par J. F. HORRABIN
traduit de l'anglais par J. PÉRA
(45 CARTES)

Prix : 9 francs *QUATRIÈME MILLE*

DEUX ANS D'INDOCHINE

UN FLEUVE DE SANG

UNE BROCHURE

Prix : **UN** franc

Expédiés franco contre un mandat envoyé à notre compte de chèques postaux : *Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-10e (Compte n° 734-99 Paris).

ESPAGNE FIN 1935...

(Suite et fin.)

LA SITUATION DU MOUVEMENT OUVRIER

Et d'abord, quelle est actuellement la situation légale des syndicats ?

Légalité ici, illégalité là

Après les événements d'octobre, les bureaux des syndicats furent partout fermés; être syndiqué devint un délit, toutes réunions privées ou publiques étaient interdites; mais, tandis que cette situation dure encore à Barcelone, maintenue en « état d'alarme », elle dura tout au plus quelques semaines à Valence où les syndicats fonctionnent maintenant régulièrement et légalement.

Le régime de la presse diffère aussi selon les provinces. A Barcelone, *Solidaridad Obrera,* le quotidien de la C.N.T., a pu reparaître depuis quelques mois, mais, du fait de l' « état d'alarme », il est soumis à la censure. Cependant, on m'a assuré que cette censure était très bénigne, et il est difficile qu'il en soit autrement. A Valence, en effet, la censure n'existe pas et ce qui est imprimé à Valence... entre librement en Catalogne.

Cependant, pour échapper à une censure même bénigne, les hebdomadaires ont préféré se faire imprimer à Valence d'où ils sont expédiés à Barcelone. Tel est le cas, par exemple, de l'hebdomadaire du *Parti Ouvrier d'unification marxiste* (nom de l'ancien *Bloc ouvrier et paysan* de Maurin, maintenant fusionné avec les ex-trotskystes de Nin) et du vieil organe anarchiste *Tierra y Libertad.*

Donc, entre Barcelone et Valence, situations légales différentes. Mais, beaucoup plus importante que cette différence est celle qui sépare les syndicalistes des deux villes.

La C. N. T. et son opposition

Entre Barcelone et Valence, c'est tout le drame de la C. N. T. (Confédération Nationale du Travail) qui se joue.

Les articles de Lucile Pelletier nous ont tenu au courant de ce drame dès sa naissance; il est toujours aussi aigu.

Rappelons en quoi il consiste.

La C. N. T., sœur de notre C. G. T. française d'avant-guerre, est l'organisation qui groupe depuis quelque trente ans la quasi-totalité des syndicats de Catalogne, et un certain nombre d'autres syndicats répartis à peu près dans toute l'Espagne. Elle est depuis toujours une Centrale syndicale *syndicaliste,* c'est-à-dire qu'elle proclame l'*indépendance du syndicalisme* à l'égard des partis politiques et que la seule arme efficace est l'*action directe* des travailleurs contre le patron et l'Etat.

Du fait de ces principes, la C. N. T. espagnole, tout comme la C. G. T. française avant guerre, vit affluer dans ses rangs les camarades anarchistes, et ceux-ci ne tardèrent pas à y acquérir une grande influence; en fait, la C. N. T. fut presque toujours dirigée exclusivement par des anarchistes. Mais, jusqu'à l'avènement de la République, ceux-ci n'y jouèrent jamais de rôle — m'a-t-on assuré — qu'à titre personnel. Ils étaient des syndiqués qui étaient anarchistes, c'était tout; les organisations anarchistes ne s'occupaient aucunement de diriger la C. N. T.; en fait comme en droit, celle-ci demeurait totalement indépendante aussi bien des « sectes philosophiques » que des « partis politiques ».

La situation changea peu après la République. Bientôt, en effet, une organisation anarchiste, la *Fédération anarchiste ibérique* (F.A.I.), la « Faille » comme on dit là-bas, se mit à jouer vis-à-vis de la C. N. T. un rôle très analogue à celui joué par le parti communiste français à l'égard de la C.G.T.U. La Faille devint l' « organe dirigeant » de la C. N. T., celle-ci n'étant plus guère qu'une masse de manœuvre destinée à réaliser les buts de la F. A. I., et allant même, m'a assuré un camarade de Valence, jusqu'à faire organiser par des syndicats des conférences anarchistes contre le syndicalisme, réputé inférieur et insuffisant.

Cette mainmise de la F.A.I. sur la C.N.T. amena presque immédiatement, comme l'on sait, une importante réaction de la part de certains éléments de la C.N.T., et non des moindres, qui résumèrent les raisons de leur opposition dans un manifeste connu comme le manifeste des *Trente,* d'après le nombre de ses signataires.

Depuis, l'opposition entre les deux tendances ne fit que s'accentuer, et les syndicats adversaires de la mainmise de la Faille se séparèrent complètement en fait, sinon nominalement, de la C.N.T., en formant une véritable nouvelle organisation sous le nom de C.N.T. (*opposition*) (3).

Or, tandis que Barcelone est restée à la C.N.T. failliste (bien qu'il y ait également à Barcelone des éléments d'opposition), Valence est la forteresse de la C.N.T. d'opposition (bien qu'il reste également à Valence des syndicats faillistes).

L'organisation de l'opposition à Valence

A Valence, le gros morceau de l'opposition est constitué par ce qu'on y appelle le *Syndicat des Transports,* mais que nous appellerions plutôt en France le Syndicat du Port. C'est le syndicat qui groupe les dockers ainsi que toutes les corporations annexes (camionneurs, etc.).

C'est un syndicat à 100 %. Il y a, dans les corporations qu'il groupe, 6.000 travailleurs; il compte 6.000 syndiqués.

Le syndicat d'industrie est divisé en plusieurs sections (six, si mes souvenirs sont exacts); chacune correspond à un métier particulier et jouit d'une grande autonomie. C'est ainsi que la plus importante section, celle des dockers, qui compte 3.000 membres et est la suite d'une ancienne association amicale, a depuis quelque temps un immeu-

(3) Signalons pour les camarades qui suivent de près le mouvement d'Espagne que Pestaña, l'ancien secrétaire de la C. N. T. et l'un des principaux signataires du manifeste des Trente, est maintenant complètement séparé de l'opposition. Il a fondé un parti, le *parti syndicaliste,* qui se propose de prendre part aux élections, ce qui n'est nullement conforme aux idées des syndicalistes de l'opposition.

ble à elle, qu'elle a fait construire elle-même pour son propre usage. Cette section est également « à bases multiples » : elle donne des indemnités de chômage et possède une caisse de retraites (c'est au moyen de celle-ci qu'elle a pu construire son immeuble).

Cette section des dockers exerce un sévère contrôle sur ses membres; son désir serait de devenir la maîtresse absolue de l'embauche en fournissant elle-même aux patrons la main-d'œuvre dont ils ont besoin; elle n'y est pas encore arrivée mais elle est parvenue à imposer à ses membres de ne pas travailler plus de quatre jours par semaine, afin que du travail soit à peu près assuré à tous.

D'autre part, elle a obtenu des salaires de 20 à 25 pesetas par jour de travail. Au cours du change, cela fait de 40 à 50 francs, mais comme la vie en Espagne est très sensiblement moins chère qu'en France, il faut considérer que cela équivaut à un salaire d'au moins 50 à 60 francs à Paris, soit 200 à 240 francs par semaine puisqu'on ne travaille que quatre jours, ce qui fait de 33 à 40 francs pour chacun des six jours de la semaine. C'est un très beau résultat si l'on songe qu'à Barcelone, par exemple, le salaire habituel de l'ouvrier du textile est de 11 pesetas par jour de travail (actuellement il fait ses six jours) et que, dans certaines régions d'Espagne, le journalier agricole gagne tout juste 1 peseta à 1 peseta 50 par jour de travail.

Une réalisation des syndicats de Valence particulièrement intéressante aussi à signaler est la *création d'écoles.*

On sait que, sous la monarchie, l'enseignement primaire populaire était à peu près inexistant. La République a construit quelques écoles, mais elles sont encore en nombre infime par rapport aux besoins : rien qu'à Barcelone, plusieurs dizaines de milliers d'enfants ne vont pas à l'école, faute d'écoles.

Les syndicats de Valence, ou, plus précisément, certains syndicats de Valence, les uns appartenant à l'opposition de la C.N.T., les autres à d'autres organisations, ont fondé en commun deux écoles pour les enfants de leurs syndiqués. Les frais en sont couverts partie par un prélèvement forcé effectué sur la cotisation de tous les syndiqués, partie par une petite redevance versée par la famille de l'enfant qui vient à l'école. Une troisième école va être prochainement ouverte dans l'immeuble que la section syndicale des dockers vient, comme nous l'avons dit, de faire construire.

En plus du Syndicat des Transports, l'opposition comprend plusieurs autres syndicats, dont le plus fort, celui du *Gaz, Eau, Electricité,* comprend 800 membres et est un syndicat à près de 100 %. Au total, la C.N.T. (opposition) groupe 12.000 syndiqués à Valence.

Les forces de la C.N.T. à Barcelone

Du fait de la clandestinité obligée des syndicats en Catalogne, les forces de la C.N.T. à Barcelone sont plus difficiles à apprécier.

« Nos syndicats continuent à fonctionner comme par le passé », m'a dit un camarade de la C.N.T.; « à chaque paye, le représentant du syndicat lève les cotisations et donne les timbres tout comme si nous fonctionnions légalement, et chaque semaine les recettes sont identiques à celles de la semaine précédente : nos effectifs ne diminuent pas. »

« C'est exact, m'a dit un camarade opposant, en ce sens que la C.N.T. continue à avoir dans un certain nombre d'usines des noyaux de fidèles, militants solides et convaincus, qui cotisent et ne cesseront de cotiser quoi qu'il arrive, mais ce ne sont plus que des *noyaux.* La C.N.T., qui fut à Barcelone, à plusieurs reprises, une grande organisation de masse, n'a plus de *masses* avec elle. »

Qui croire ? Je ne saurais le dire; je me contenterai d'indiquer ce que j'ai vu par moi-même.

Un dimanche, *Solidaridad Obrera,* le quotidien de la C.N.T., donnait, à son profit, une matinée théâtrale dans un grand théâtre de la ville, le Théâtre Espagnol ». J'y suis allé; la salle, qui comprenait certainement plus de 1.000 places, était pleine (4); cependant tout le monde put entrer.

D'autre part, on voit *Soli* (Solidaridad Obrera) dans un grand nombre de mains; pourtant des camarades de l'opposition m'ont dit que son tirage actuel serait le plus bas qu'elle ait jamais connu.

Au sujet de *Soli,* notons deux choses.

D'abord une chose matérielle. L'organe de la C.N.T. s'imprime dans sa propre imprimerie, une imprimerie dont elle est elle-même propriétaire, et qui vaut au moins le million, car elle comprend, entre autres, trois linotypes du dernier modèle et une rotative.

D'autre part, le contenu du journal n'est pas sans quelque peu nous étonner, nous autres Français. Bien que ce soit un quotidien, les questions d'actualité sont loin d'y tenir la place la plus importante; celle-ci est occupée par des articles généraux et de doctrine. A titre d'exemple, voici les articles que j'ai relevés dans un même numéro : *L'heure de la synthèse* (2 colonnes), *Tolstoï prophète d'une ère nouvelle* (3 colonnes), *Le communisme révolutionnaire est-il possible dès le lendemain de la révolution ?* (2 colonnes), *Visions* (article de généralités sur la guerre, 1 colonne), *L'histoire du port de Barcelone depuis 1931* (2 colonnes).

⁂

Tel est, *grosso modo,* l'état des deux forces en présence au sein du syndicalisme révolutionnaire espagnol. Voyons maintenant comment la direction de la Faille sur l'une des deux organisations et l'indépendance de l'autre se traduisent dans leurs politiques générales respectives.

« Nous sommes anarchistes... »

Mais d'abord, écartons une grave erreur qu'on aurait tendance à commettre.

Il serait tout à fait faux de croire que le conflit de la C.N.T. et de son opposition est un conflit entre anarchistes et non anarchistes. Tous les camarades de l'opposition que j'ai vus, aussi bien à Valence qu'à Barcelone, ont commencé par me dire : « Nous sommes anarchistes, nous avons toujours été anarchistes et nous le restons; nous sommes antifaillistes parce que nous sommes adversaires de la politique de subordination que la F.A.I. poursuit à l'égard de la C.N.T., mais nous restons anarchistes. »

Et, pour bien le montrer, ils ont créé, face à la F.A.I., une autre organisation anarchiste, la *Fédération anarchiste libertaire,* qui a son propre jour-

(4) Bien qu'il s'agît d'une représentation théâtrale, très bien d'ailleurs, il n'y avait dans l'assistance qu'un extrêmement petit nombre de femmes. De sorte que je me suis demandé si le préjugé de « la femme à la maison » ne subsistait pas encore largement dans les milieux même les plus avancés de la population ouvrière espagnole.

nal, *El Sindicalismo,* distinct de celui des syndicats d'opposition *El Combate Sindicalista.*

Ceci dit, voyons ce qui diffère dans l'action les deux organisations.

La question de «l'Alliance Ouvrière»

La première différence qu'on commence par vous indiquer est celle-ci : alors que la C.N.T. n'adhère pas à l'*Alliance Ouvrière,* l'opposition y adhère.

Selon certains camarades, notamment ceux du Parti ouvrier d'unification marxiste, l'*Alliance Ouvrière* est une chose extrêmement importante, car d'après eux ce sera la forme espagnole des Soviets.

L'*Alliance Ouvrière* est, comme l'on sait, une sorte de Comité d'Entente des différentes organisations ouvrières politiques ou syndicales : Parti socialiste, Parti communiste, Parti ouvrier d'unification marxiste, Union Générale des Travailleurs, etc., mais cette Alliance n'existe qu'à l'échelle locale ou régionale, non à l'échelle nationale. Il n'existe pas d' « Alliance » entre les différentes organisations centrales que nous venons de dire, mais seulement entre les groupes locaux ou provinciaux de ces organisations, si bien qu'en tel lieu le groupement local de telle ou telle organisation fera partie de l'Alliance, tandis qu'en tel autre lieu le groupement de la même organisation n'en fera pas partie, ou qu'en tel autre lieu il n'y aura pas d'Alliance du tout. Nouvel exemple de ce fédéralisme et de cette indépendance des régions qui caractérisent l'Espagne.

C'est ce qui a fait que, indépendamment même de la question de l'opposition, et en vertu de circonstances surtout locales, certaines organisations provinciales de la C.N.T. ont adhéré à l'Alliance Ouvrière de leur région, telle celle des Asturies, dont le principal militant Martinez fut l'âme de la lutte à Gijon et périt les armes à la main, tandis que d'autres de ses organisations provinciales n'adhérèrent pas, telle celle de Catalogne; pour la C.N.T. en tant qu'organisation nationale, la question n'eut naturellement pas à se poser.

Donc, tandis qu'à Barcelone la C.N.T. ne fait pas partie de l'*Alliance Ouvrière* de Catalogne, l'opposition de Valence fait partie de celle de Valence. Mais ce ne me semble pas là la différence fondamentale.

La grosse question

Autant que j'ai pu déduire de ce que j'ai senti plutôt que de ce qu'on m'a dit explicitement, la grosse question qui divise C.N.T. et opposition est ce qu'on a appelé le « putschisme », ou ce que je préfère dans ce cas particulier appeler la « propagande par le fait » au sens originel du mot, au sens de Malatesta.

Un camarade très en vue de la C.N.T. me disait : « Oui, il y aura les élections et nous aurons un gouvernement de gauche qui rétablira en Catalogne la liberté syndicale et de réunion, et nous redeviendrons ainsi légaux; nous en profiterons pour répondre publiquement aux calomnies qui ont été déversées contre nous à propos de notre action pendant octobre, mais nous ne nous faisons pas d'illusions : cette situation légale ne durera pas longtemps, trois mois au plus, car, à la première occasion, nous recommencerons un mouvement, à la suite duquel nous serons condamnés à nouveau à l'illégalité. »

La C.N.T. failliste reste donc toujours aussi partisan que jamais de la tactique qu'elle a pratiquée durant les premières années de la République, au Llobregat et ailleurs. Celle que préconisait Malatesta dans sa jeunesse et qu'il tenta une fois. Celle qui consiste à s'emparer d'une ville ou d'un village, y mettre les représentants de l'Etat hors d'état de nuire, et inviter alors la population à s'organiser librement elle-même.

Je ne crois pas trop m'avancer en disant que c'est avant tout cette politique d'insurrections systématiques et répétées imposée par la F. A. I. à la C.N.T. qui est la raison essentielle de la séparation de l'opposition.

Ajoutons-y les corollaires : d'une part, la répudiation par l'opposition de certains moyens ultra-énergiques employés pour forcer le déclenchement de grèves non nécessitées par des raisons économiques, mais seulement destinées à épauler des mouvements insurrectionnels en préparation; d'autre part, le désir de l'opposition que l'organisation syndicale cesse de faire porter la plus grande part de sa propagande sur l'abstentionnisme électoral, la décision de voter ou de s'abstenir devant être laissée au libre choix du syndiqué.

Tel est ce qui me paraît être l'essentiel du conflit qui divise la C.N.T. et son opposition.

L'enracinement du syndicalisme révolutionnaire en Espagne

Ce conflit, en tout cas, est d'une importance exceptionnelle; il est la première chose dont tout militant syndical commence par vous entretenir, et c'est de sa solution que dépendra l'avenir proche de la classe ouvrière espagnole.

Il est deux choses, en effet, sur lesquelles tout le monde, ou à peu près, est d'accord.

C'est, d'une part, le rôle énorme joué traditionnellement par le syndicalisme en Espagne, ou tout au moins en « Aragonie ». Le travailleur espagnol est non seulement habitué à se syndiquer, mais aussi à voir dans le syndicat, à côté de l'arme de défense dans la lutte quotidienne, le véritable outil de la transformation sociale, le moyen de son émancipation définitive.

D'autre part, le travailleur d' « Aragonie » est également habitué à considérer que le syndicat doit être indépendant des partis politiques.

Tout l'avenir du mouvement ouvrier de la partie la plus riche de l'Espagne dépend donc de l'avenir du mouvement syndical, et d'un mouvement syndical indépendant, c'est-à-dire en fait de l'avenir de la C.N.T. Ce n'est que d'un nouveau développement de la C.N.T., m'a-t-on dit de toutes parts, qu'on peut attendre une nouvelle marche en avant de la classe ouvrière espagnole. Mais un nouveau développement de la C.N.T., m'a-t-on ajouté de divers côtés, dépend lui-même de la façon dont sera résolue la question de la Faille; il dépend de la reconstitution de l'unité du syndicalisme révolutionnaire.

Celle-ci est-elle possible ?

La réponse à cette question dépend de la réponse qu'il convient de donner à cette autre question :

Que représente la Faille ?

— *Qui* est-ce la Faille ? demandai-je un jour à un camarade de Barcelone.

Et je citai les noms d'un certain nombre d'anarchistes connus.

— *Non,* me répondit le camarade ! *Ceux-là que vous dites n'ont plus guère d'influence à la F.A.I., ils sont plus ou moins tenus à l'écart. A vrai dire, on ne peut citer aucun nom comme élément directeur de la F.A.I. La Faille, c'est avant tout un*

groupe de jeunes, extrêmement courageux [tous les camarades, même les plus oppositionnels, qui m'ont parlé des faillistes ont insisté sur leur courage vraiment exceptionnel], *dont aucun ne se détache d'une manière particulière, mais qui imposent à la Faille et à la C.N.T. leur volonté commune.*

Et comme je rapportais ces propos à un autre camarade, celui-ci ajouta :

— *On a eu raison de vous dire cela. Mais il faut aller encore plus loin. La Faille, ce n'est pas seulement un groupe anonyme, c'est* un état d'esprit. *Un état d'esprit extrêmement répandu en Espagne, un état d'esprit spécifiquement espagnol.*

Il y a une chose, voyez-vous, qu'il ne faut jamais oublier. L'Espagne est un pays surtout agricole, un pays dont les 70 % de la population vivent du travail de la terre.

Or le sort de ces travailleurs agricoles est presque partout terrible. Par le « caciquisme » qui fait du propriétaire foncier également le maître politique, le cultivateur est réduit à un état de misère et d'oppression effroyable que tempère seul quelquefois le banditisme (5).

Vivant depuis des siècles dans un tel état de servitude, le paysan espagnol n'est capable que de brèves révoltes : révoltes extrêmement violentes mais courtes, de véritables explosions, des révoltes de « Jacques ».

Eh bien! c'est cela le faillisme; le faillisme, c'est la jacquerie transposée sur le plan de la lutte ouvrière par la masse paysanne, dans laquelle se recrute naturellement en Espagne comme ailleurs l'ouvrier industriel, et qui est systématisée, « théorisée » en quelque sorte.

Si l'explication de ce camarade est exacte, l'antagonisme entre la C.N.T. et son opposition serait donc un antagonisme entre l'ouvrier totalement urbanisé, formé uniquement par les conditions de la vie et de la lutte à la ville et à l'usine, et l'ouvrier encore partiellement empaysanné, soumis encore à son atavisme rural (6).

La réconciliation entre la C.N.T. et son opposition aurait donc à résulter d'un amalgame entre le puissant instinct de révolte que le « caciquisme » a fait naître chez le travailleur des champs et le sens de l'organisation, de la ténacité et de la continuité que la discipline industrielle engendre chez le travailleur de l'usine.

Cet amalgame est-il possible ? On ne voit pas pourquoi il ne le serait pas.

---

(5) Il y a à peine quelques années, le « bandit », le bandit bienfaisant, l' « outlaw » des romans de Walter Scott était encore la grande réalité des campagnes espagnoles. Tout Espagnol, même de la ville, vous cite par cœur les noms de tous les derniers grands « bandits ». Ces bandits étaient les protecteurs du paysan contre le propriétaire, menaçant celui-ci de lui faire son affaire s'il mettait à exécution telle ou telle menace contre tel ou tel paysan. Parfois, de véritables « chartes » étaient passées entre le propriétaire et le « bandit », celui-ci s'engageant à faire de celui-là un « cacique » en faisant voter les paysans pour lui, à condition que le propriétaire prenne des engagements déterminés à l'égard de ses paysans.

(6) Le fait que le faillisme règne à Barcelone et l'opposition à Valence semble bien, à première vue, confirmer cette manière de voir. Barcelone est en effet le grand pôle attractif pour toute l'Espagne; c'est vers Barcelone que convergent de toutes parts ceux qui viennent chercher en ville un pain que ne leur fournit plus la terre. Il n'en est pas de même pour Valence qui, au surplus, se trouve au milieu d'une région à culture intensive où ne règne pas le caciquisme. Cependant, cette confirmation demanderait une étude plus précise.

Une chose, en tout cas, paraît certaine : c'est que s'il se réalise, il en sortira l'un des prolétariats à la fois les plus combatifs et les plus conscients qui soient.

Une impression personnelle

J'en ai fini avec ce qui m'a été dit tant au point de vue général qu'au point de vue ouvrier. Cependant, je ne voudrais pas achever sans faire part d'une impression personnelle très vive que j'ai éprouvée dès que j'eus mis le pied sur le sol d'Espagne.

En arrivant à Barcelone, ville en état de siège ! la première impression que j'ai eue fut une impression... de liberté !

Certes, tous les 50 mètres, on y rencontre des gardes d'assaut, qui, par groupes de deux, tout costumés de noir, matraque et revolver au côté, ont un aspect particulièrement sinistre, mais on s'aperçoit, en même temps, que personne n'en tient compte : ils ne gênent pas. Certes, ils interviendraient s'il vous prenait fantaisie d'aller donner assaut au palais du gouverneur, mais, à part cela, chacun fait et dit ce qu'il a à faire ou à dire sans s'en préoccuper.

Je ne cache pas qu'avant d'être arrivé en Espagne je pensais qu'il me faudrait prendre quelques précautions si je ne voulais pas, dès ma première visite à un camarade, être reconduit immédiatement à la frontière. Or, je me rendis tout de suite compte que c'était totalement inutile. Je vis les camarades les plus en vue, soit chez eux, soit dans des cafés remplis de monde, en plein centre de la ville, où ils me donnaient rendez-vous. Dans ces cafés, on parlait aussi librement, à voix aussi hautement distincte que si on était soi-même... les maîtres de l'Etat.

Cette impression me fut confirmée par les camarades espagnols eux-mêmes. Comme je m'étonnais auprès de certains de les trouver en liberté sitôt après octobre, ils me firent, en effet, cette réponse vraiment stupéfiante... pour un Français : « Naturellement, nous avons été presque tous recherchés ou arrêtés au lendemain du mouvement. Mais, comme il n'y avait pas de preuves contre nous, les juges nous remirent peu après en liberté. » Non ! mais vous voyez cela, en France, des juges remettant en liberté des prévenus politiques sans ordre du ministre de l'Intérieur, simplement parce qu'il n'y a pas de preuves contre eux ! (7). Tout cela cependant, m'ajoutait-on : *sauf aux Asturies.*

---

(7) Sur la différence, à cet égard, de l'Espagne et de la France, deux petits faits sans importance par eux-mêmes, mais assez typiques :

Quittant l'Espagne, j'allai au Maroc. La police alla chez l'ami chez lequel j'étais descendu à Casa, et même aussi dans sa famille, pour savoir si j'étais parti et où j'étais allé. Rien de semblable naturellement à Barcelone, en « état d'alarme » !

Traversant Alicante, je me trouve subitement nez à nez avec des camarades anglais. C'est un ménage déjà âgé qui, depuis plusieurs années, vivait tranquillement dans un village des Alpes-Maritimes en s'adonnant à ce qu'il s'est donné pour mission : propager l'esperanto. « Que diable faites-vous ici ? » — « Nous nous sommes installés en Espagne; *nous avons fui la France.* Depuis le conflit italo-abyssin, la vie ne nous y était plus possible. Nous étions entourés d'une véritable atmosphère fasciste. Qu'est-ce que nous avons entendu, parce que nous étions Anglais ! Nous avions l'impression qu'il suffirait de n'importe quelle dénonciation, si bête soit-elle, pour que nous soyons arrêtés. Au moins ici, en Espagne, on peut respirer librement même quand on est « étranger ».

Et en voyant ainsi une telle liberté d'allures, de paroles et de gestes dans ce Barcelone en état de siège, qui porte encore sur des immeubles de son principal boulevard la plaie béante des obus de la guerre civile, — une liberté bien plus grande qu'en notre République « d'ordre et de légalité » où il n'y a pas eu d'insurrection depuis 60 ans et où l'état de siège, hors le cas de guerre, est inconnu, — je songeais qu'il est bien vrai qu'il n'y a de liberté que celle que l'on prend.

Car si dans l'Espagne en état de siège, dans une Espagne qui était encore celle de Gil Robles et de Lerroux on respirait plus librement qu'en France, ce ne pouvait être par hasard.

L'Espagne est le pays du monde où la tyrannie s'est exercée avec le plus de cruauté, elle est le pays de l'Inquisition; mais elle est aussi, et peut-être précisément pour cela, le pays où les luttes contre la tyrannie ont été les plus ardentes, les plus remplies de sacrifices, constamment renaissantes. Le martyrologe des révolutionnaires espagnols est, avec celui des Russes, le plus dense qui soit.

On commence aujourd'hui à en cueillir les fruits.

Le plus grand tyran qu'ait connu Barcelone, le gouverneur Martinez Anido, est maintenant quelque part blotti, caché on ne sait où, hanté par la peur que quelqu'un ne vienne lui faire expier ses crimes; pendant ce temps, le nom de sa principale victime, notre grand camarade Segui, l'ancien secrétaire de la C.N.T., s'étale sur les plaques de la rue où l'assassinèrent les « pistoleros » de M. le Gouverneur ! Ceci aussi est un symbole.

Puisse la patrie de l'Inquisition devenir la première patrie de la Liberté !

R. Louzon.

Pour les soixante-dix ans de Romain Rolland

Romain Rolland aura soixante-dix ans le 29 janvier 1936. A cette occasion, les Editions *Humanitas-Verlag* de Zurich ont demandé à quelques écrivains de saluer l'auteur d'*Au-dessus de la Mêlée*.

Nous publions ci-dessous la réponse par laquelle Martinet, en marquant nettement ce qui nous sépare aujourd'hui de Rolland, a maintenu notre fidèle hommage à l'un des hommes qui, en 1914, sauvèrent de la honte la conscience humaine.

◇◇◇

En France, comme en Allemagne, comme dans les autres nations belligérantes, quelques hommes, pas beaucoup, demeurèrent aux premiers jours d'août 1914 ce qu'ils avaient prétendu être auparavant : fidèles à la classe ouvrière internationale et à la fraternité humaine, dressés contre la guerre qui opposait les travailleurs les uns aux autres et détruisait la civilisation. En ce temps-là, les chefs des « grands partis » qui prétendaient représenter le prolétariat, les dirigeants des communautés religieuses, les intellectuels de toute provenance se reniaient à qui mieux mieux. Aujourd'hui où ces messieurs sont redevenus de vaillants champions de la « révolution » et de la « culture », il est instructif de se rappeler tant de lâcheté.

Mais nous, les quelques-uns qui refusèrent de se parjurer et de trahir, nous n'oublions pas davantage quels hommes nous aidèrent à garder la conscience de nous-mêmes, nous sauvèrent de l'abdication et du désespoir. En France, ces hommes s'appelèrent, avant tous autres, Pierre Monatte, Romain Rolland et, dès son arrivée parmi nous, Léon Trotsky. Cela aussi, au milieu des nouvelles lâchetés d'aujourd'hui, il est bon de se le rappeler.

La tâche propre, la fidélité propre de Romain Rolland — du Rolland de *Beethoven* et de *Jean-Christophe* — fut de nous redire, avec une obstination mesurée et tendre, avec une héroïque et salvatrice inopportunité, que les hommes qui s'entretuaient par ordre *étaient des hommes* et que lui, Rolland, au milieu des abandons, des menaces et des outrages, « il ne mangerait pas sa part du fils de l'homme », ce fut de stigmatiser le mensonge, le crime et la sottise de la Raison d'Etat, les saletés que recouvrait la morale du Salut Public, le sacrifice des hommes charnels à des abstractions imbéciles, à de sauvages et hypocrites idoles. Les jeunes s'étonnent parfois de la modération d'*Au-dessus de la Mêlée :* qu'ils comparent avec ce qui s'écrivait alors, — peut-être s'apercevront-ils que le courage dont témoignait une telle modération est étrangement rare à la Foire sur la Place.

Je reste fidèle à l'homme que j'admirais avant 1914 et qu'en 1914 j'appris à aimer et à vénérer. Séparé de lui par l'adhésion qu'il a donnée aux combinaisons politiques où le communisme s'est perdu sous prétexte de se sauver, je pense qu'il faut comprendre l'effort d'assimilation intellectuelle par quoi ce bourgeois étranger à la vie et à la pensée ouvrières a fini par rejoindre la révolution dégénérée où il croit voir l'authentique révolution prolétarienne. Mais surtout, en demeurant éloigné de ce qu'il semble être devenu aujourd'hui, en maintenant contre la raison d'Etat la nécessité de la justice et de la liberté dans la révolution, la nécessité de la dignité humaine dans toute aspiration vers le socialisme, je pense demeurer fidèle et rendre l'hommage véritablement dû à notre Romain Rolland, à l'ennemi des politiciens, à mon compagnon et ami, au grand hérétique de 1914.

Marcel Martinet.

7 janvier 1936.

TRAHISON !

Le mardi 21 janvier, la Chambre a voté la loi établissant définitivement le service militaire de deux ans.

*Si nous nous reportons au numéro de l'*Humanité *du 22 janvier, nous voyons que ce vote important n'est relaté que par un petit titre perdu dans la première page : « Le vote de la loi de recrutement » — on n'ose pas dire : Le vote des deux ans ! — et par un bref article en seconde page presque entièrement consacré, non pas aux deux ans, fait essentiel, mais à l'organisation de « cellules fascistes » dans l'armée, fait secondaire.*

*C'est tout ce que l'*Humanité *a trouvé à dire !*

*Ainsi, en dépit du vote hostile des élus communistes — vote pour la forme — l'*Humanité *applique la consigne de Staline, qui, rappelons-le, « comprend et approuve pleinement » les efforts de défense nationale de la bourgeoisie française.*

*Nous disons, nous, que l'*Humanité *trahit à la fois le communisme et la classe ouvrière. A bas les deux ans !*

A PROPOS DES MANIFESTATIONS CONTRE LE PROFESSEUR JÈZE

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les étudiants sont des bourgeois

Les récents incidents du Quartier Latin, par lesquels MM. les étudiants prétendent punir leur professeur Jèze d'avoir, à Genève, rétabli la vérité contre l'imposture mussolinienne, nous fournissent l'occasion de rappeler ce que les pionniers du socialisme pensaient des étudiants.

Fin décembre 1883, *le* Cri du Peuple *de Vallès, fondé quelques mois auparavant, disait leur fait aux étudiants. Ce fut alors un beau chahut. Manifestations d'étudiants au Croissant, où se trouvaient les bureaux du* Cri, *menaces d'envahissement de ces bureaux, provocations en duel, réunions et meetings se succédèrent durant près d'une semaine.*

Ce sont des extraits des principaux articles publiés par le Cri du Peuple *en cette semaine historique que l'on trouvera ci-dessous. On verra qu'à quelques détails près, tel le chapeau haut de forme, ces articles s'appliquent aussi exactement aux étudiants d'aujourd'hui qu'à ceux d'alors. On y verra aussi quelle claire et solide notion de classe avaient nos aînés; en ce moment où, sous prétexte de lutte contre le fascisme, on fait tous ses efforts pour obscurcir la notion de classe, ce rappel ne saurait être inutile.*

I

Les deux articles qui mirent le feu aux poudres

Ce furent deux articles du Cri *du 27 décembre* 1883, *stigmatisant, à propos de la nuit du Réveillon, les mœurs des étudiants, qui mirent le feu aux poudres.*

En voici les plus vigoureux passages :

Les fils de la bourgeoisie

...C'est dans ce coin de la rive gauche que ce qu'il est convenu d'appeler la « jeunesse intelligente des Ecoles » accomplit ses prouesses. Là, dans les rues et sur les boulevards, on rencontre des étudiants hurlant comme des forcenés, au bras des prostituées les plus indécentes. Leur tenue est correcte, cependant : ils n'ont plus le béret classique de la bohème de Murger. Non. Ils sont soigneusement boutonnés, comme de futurs officiers ministériels ou docteurs qu'ils seront. C'est à peine si leur chapeau haut de forme est légèrement penché en arrière. Mais le trottoir, les estaminets leur appartiennent. Ils traitent le Quartier en pays conquis, insultent les passants, cravachent les filles, poussent des cris d'animaux, vocifèrent et braillent comme des sauvages.

Il faut avoir vu et fréquenté les étudiants de la nouvelle génération pour se faire une idée de leur imbécillité et de leur cynisme. Leurs discours dépassent en grossièreté, leurs gestes en obscénité, ce qu'on peut concevoir de plus révoltant et de plus odieux. Aucune retenue, mais toute la licence; aucune émotion, mais toute la brutalité de jouvenceaux livrés aux passions bestiales de l'adolescence.

Ce n'est pas la sève de la jeunesse qui coule dans les artères de tous ces ahuris de faculté, c'est le pus de la corruption sociale. Pourris physiquement, décomposés moralement, ils ne sont que les fruits légitimes des classes moyennes ou élevées, déjà gangrenées par le luxe et l'oisiveté.

Et qu'on ne dise pas que les étudiants se recrutent dans toutes les couches de la société. Depuis dix ans, les cours ont été réglés de telle manière qu'ils ne sont plus accessibles aux pauvres. Autrefois, le laborieux jeune homme pouvait, soit comme pion, soit comme traducteur, soit comme correcteur, mener de front une vie de travail et d'études, gagner le pain quotidien et passer l'examen annuel. Impossible aujourd'hui. La durée des cours est prolongée, la présence aux travaux obligatoire; c'est le collège étendu jusqu'à la vingt-cinquième année. Et, avec la cherté croissante de la vie, l'augmentation des frais d'inscription, on est arrivé à réserver à l'aristocratie de la fortune le privilège du diplôme.

De la sorte, pendant qu'on parque les enfants du prolétaire dans les écoles industrielles où l'on en fait des machines à bénéfice pour les autres, les fils du patricien fréquentent les universités où on leur apprend à devenir des dirigeants.

Les étudiants ! ils ont joué un rôle glorieux autrefois : en 1815, 1830, 1848.

...Mais ces jeunes Parisiens, qui passaient pour les Athéniens modernes, ne sont plus que les Béotiens de la décadence. Leur porte-monnaie est plein, mais leur cerveau est vide. Ils ont de l'instruction peut-être, mais nulle éducation. L'insolence du parvenu a remplacé la fierté du travailleur, la distinction du savant a fait place à la trivialité du débauché, l'esprit de sacrifice au besoin effréné de jouissance.

Emile MASSARD.

(Le *Cri du Peuple*, 27 déc. 1883.)

◇◆◇

Le monde où l'on gueule

C'est décidément le monde des gens bien mis et bien élevés. Fantaisie m'a pris d'aller, la nuit du Réveillon, observer sur place et déboutonnés, les étudiants. Assis à une table d'un restaurant du Quartier, j'ai, pendant une heure ou deux, ouvert yeux et oreilles, et ce que j'ai vu et entendu n'a fait — oh! je m'y attendais bien — qu'augmenter — à peine j'aurais cru la chose possible — mon mépris et ma haine pour les fils idiots d'une bourgeoisie en pourriture.

(*Suit la description du Réveillon en ce restaurant, puis l'auteur conclut :*)

Jamais je n'ai caché mon aversion profonde pour les jeunes bourgeois du Quartier Latin; déjà bien des fois j'ai dit, sans ménagements, ma pensée — sans du reste qu'au visage d'un seul d'entre eux la rougeur ait jamais monté. Je suis content de les avoir revus, toujours aussi sots, aussi crétins. Cela est d'actualité. N'a-t-on pas essayé, dernièrement, de reprendre cette rengaine usée : l'alliance entre les travailleurs révolutionnaires et la jeunesse des Ecoles ?

Ah ! non, par exemple ! Sans doute, autrefois, les étudiants ont fait cause commune avec le peuple, mais ces temps sont passés, et les étudiants d'aujourd'hui — nous les retrouverons, dans dix ans, substituts, avoués, notaires, rentiers, bourgeois en un mot — sont les pires ennemis des prolétaires. Imbus d'esprit réactionnaire, trop ineptes d'ailleurs pour comprendre les idées nouvelles, de sang trop pauvre et de cœur trop vide, héritiers de tous les vices de leurs parents, ils sont nos adversaires, et, malgré leur piteuse apparence, adver-

saires point négligeables, parce que les laisser vivre serait permettre de se perpétuer à la race maudite des exploiteurs du peuple. Aussi, loin de prêcher l'alliance avec eux, alliance impossible, je n'hésite pas à croire que les révolutionnaires vainqueurs feront très bien d'en coller quelques-uns au mur.

Lucien-Victor MEUNIER.

(Le *Cri du Peuple*, 27 déc. 1883.)

II

La réponse de Vallès et de ses collaborateurs aux menaces des étudiants

A la suite des deux articles précédents, des délégations, appuyées par des cortèges de plusieurs centaines d'étudiants, étaient venues demander au Cri du Peuple *rétractation ou réparation.*

En fait de rétractation, le Cri *du* 30 *décembre publiait la note suivante :*

La Rédaction du *Cri du Peuple* n'a rien à ajouter à ses déclarations précédentes.

D'abord, elle laisserait porter atteinte, dans sa personne, à la liberté de la presse.

Ensuite, en attaquant MM. les étudiants, elle n'est pas sortie de son rôle d'organe socialiste poursuivant, dans les fils comme dans les pères, l'exploitation à laquelle la bourgeoisie soumet le prolétariat.

Adversaires, nous avons agi en adversaires, et entendons garder cette attitude.

◇◆◇

Cette réponse était appuyée d'un article de Vallès, directeur du journal, dont voici la conclusion :

...La bourgeoisie à l'agonie a besoin de tout son monde, même de celui qui jette sa gourme dans les brasseries à femmes, et voilà pourquoi les plus braves coudoient les moins crânes, les plus corrects coudoient les plus débraillés, et personne ne veut se lâcher dans le tas !

Ceci nous crie, plus haut que vous n'avez crié sous nos fenêtres, que la lutte s'accuse et que l'on ne peut plus biaiser ni mentir. Il y a deux partis — le camp bourgeois et le camp social —; la jeunesse veut vivre dans l'un; nous voulons mourir dans l'autre. Il ne faut rien regretter, ni chez vous ni chez nous, si l'incident qui nous a mis en face a servi à éclairer le champ de bataille.

III

La conclusion de Guesde

Enfin, le jour suivant, Guesde, sorti depuis peu de prison, recherchait l'explication marxiste de ces incidents par une remarquable analyse historique :

Divorce obligatoire

L'étudiant a pu — et dû — être d' « humeur révolutionnaire ». Mais quand ? mais comment ? Tant que la classe à laquelle il appartient et qu'il renouvelle, tant que la bourgeoisie a été séparée du pouvoir par une caste ennemie — la noblesse — ou par une famille — Bourbon, d'Orléans ou Bonaparte — sacrifiant les intérêts bourgeois à des intérêts dynastiques. Alors qu'il s'agissait exclusivement d'achever 89, et, en l'installant directement au gouvernement, de faire du Tiers-Etat, qui n'avait *rien* été pendant des siècles, le *tout* réclamé par Sieyès.

C'est ainsi qu'en juillet 1830, comme en février 1848, les barricades ont, en même temps que les ateliers, vidé les Ecoles de leur jeunesse transformée en insurgés.

L'ouvrier, de son côté, a pu — et dû, lui aussi — faire fusils communs avec ces révolutionnaires d'un moment, aussi longtemps que l'évolution bourgeoise n'était pas arrivée à son dernier terme : la forme républicaine de gouvernement; et qu'à cette République à réaliser, son ignorance pouvait suspendre, comme un fruit à un arbre, son émancipation de travailleur.

Mais, sitôt que l'expérience républicaine n'a plus laissé place à cette illusion, dès juin 1848, le divorce s'opère. Sous les plis du drapeau rouge, lorsqu'en attendant le *droit au capital* ils revendiqueront à coups de fusil le *droit au travail*, les faubourgs seront seuls à donner. Les frères d'armes du Quartier Latin, ou les laisseront décimer, les bras croisés, ou apporteront contre ceux qu'ils appellent déjà « les communistes », et qui ne le deviendront que plus tard, leur part de plomb.

Il n'en sera pas autrement en 1871, lorsque, suspendue forcément pendant les dix-huit années du second Empire, dans la geôle commune, la lutte pourra être reprise. Si on excepte quelques ex-étudiants qui verront surtout dans Versailles à combattre le péril monarchique à conjurer, dans cette bataille de trois mois du Paris ouvrier contre la bourgeoisie de toutes couleurs, les Ecoles seront du côté de la crosse des fusils des exécutions sommaires.

C'est qu'à la Révolution politique, qui est achevée, a succédé la Révolution sociale qui commence.

Ce n'est plus de gouvernement, c'est de propriété qu'il s'agit.

Sur le terrain de la République, débarrassées des obstacles communs qui permettaient une collaboration ou une coalition en même temps qu'ils masquaient les situations respectives, les classes se sont retrouvées face à face avec leurs intérêts mortellement antagoniques.

...Dans cette guerre entre classes, subordonnant l'émancipation des uns à l'expropriation des autres — le Quartier Latin n'a pas été le dernier à le comprendre — il n'y a pas place pour MM. les étudiants qui, soit qu'ils s'amusent, soit qu'ils travaillent, ne travaillent et ne s'amusent qu'aux frais de la classe ouvrière.

C'est la dîme levée — sous le nom de bénéfices ou de profits — sur le travail des salariés qui permet à MM. leurs papas de les entretenir quatre et cinq ans sur les bancs des Facultés. C'est une autre dîme levée — sous la forme impôt — sur les mêmes salariés, en leur qualité de contribuables, qui les entretient de professeurs, de laboratoires, de cliniques, interdits à la jeunesse prolétarienne, et appelés à en faire autant d'ingénieurs, de magistrats, de députés, c'est-à-dire des dirigeants politiques ou économiques. Comme ce sont les filles du peuple — devenues chair à machine et que la machine ne nourrit pas — qui doivent pourvoir à leurs plaisirs et leur permettre d'attendre patiemment la fille de leur caste — la femme à dot.

Ils sont donc l'ennemi, une fraction de l'ennemi, et en les traitant comme tels, loin de faire de la « métaphysique », comme on le lui reproche, le Parti ouvrier — en cela comme en tout — est resté fidèle à la méthode expérimentale.

Les métaphysiciens, ce ne sont pas les marxistes ou les blanquistes qui refusent de compter sur les fils de la bourgeoisie pour expugner la bourgeoisie; ce sont les journalistes dramaturges qui ont passé, sans y rien comprendre, à travers les journées de Juin et de Mai et qui, tout dernièrement encore, suaient encre et eau pour renouer entre « la pensée et le bras », comme ils disent, entre l'école et l'atelier, une alliance qui, si elle n'était pas impossible, serait le dernier mot de la duperie pour l'atelier et pour « le bras ».

Jules GUESDE.

(Le *Cri du Peuple*, 31 déc. 1883.)

A propos du conflit italo-éthiopien

Les objections de plusieurs camarades qu'a soulevées l'article de Louzon sur le conflit italo-éthiopien montrent la diversité d'opinions qui règne dans les rangs révolutionnaires. Il nous paraît donc très important de préciser notre pensée à la lueur des faits et des arguments exposés.

Les diverses objections formulées peuvent se résumer ainsi :

« Le conflit italo-éthiopien est un simple aspect de la lutte entre les impérialismes italien et anglais.

« Le seul but du gouvernement anglais est de résister aux empiétements italiens sur la puissance impérialiste britannique en Afrique.

« L'application des sanctions entraîne inévitablement la guerre. Soutenir nos gouvernements dans l'application des sanctions, c'est entrer dans la voie de l'union sacrée et abandonner l'internationalisme prolétarien. »

Comme conséquence de cette conception, l'Independent Labour Party (dans son manifeste signalé par Yvon) engage les ouvriers anglais à refuser de soutenir le gouvernement national quand il veut imposer les sanctions, à lutter contre le gouvernement en cas de guerre et à préparer la prise du pouvoir par les travailleurs; Ida Mett et Lazarevitch préconisent la seule sanction prolétarienne possible : la grève générale de tous ceux qui travaillent directement ou indirectement pour la guerre; Albert Lemire déclare qu'il faut renouer la tradition de lutte des Liebknecht et des Rosa Luxembourg qui combattraient à la fois les bandits de Rome, les assassins de l'Inde et les tortionnaires de l'Indochine; R. W. Postgate, qui se contente de montrer comment les conservateurs anglais ont su profiter de la situation sur le plan électoral, ne propose rien.

L'argumentation de nos camarades présente un défaut, celui de ne tenir aucun compte de l'Ethiopie. Lorsque Mussolini attaque l'Abyssinie, ce n'est pas l'impérialisme britannique qu'il vise, mais bien les territoires abyssins. Il ne demande qu'à limiter le conflit, et c'est parce qu'il comptait sur la neutralité des grandes puissances (Laval lui avait formellement promis la neutralité du gouvernement français lors des accords de Rome) qu'il s'est engagé dans cette aventure.

Le caractère colonial de cette guerre nous permet de prendre parti sans réticence pour « l'agressé », qui ne saurait être, le moins du monde, taxé d'impérialisme. Tous les révolutionnaires seront d'accord, je pense, pour être avec les peuples menacés de colonisation contre leurs agresseurs, avec les opprimés contre les oppresseurs. Les divergences ne sont possibles que sur le mode d'action à adopter.

Il est bien certain que ces messieurs du Foreign Office n'interviennent dans le conflit que pour la sauvegarde d'intérêts capitalistes. Ils sont cependant obligés de prendre le masque de pacifistes et de défenseurs de la justice internationale. Le spectacle du gouvernement de la grande puissance colonialiste se posant en champion des peuples colonisables ne manque pas de saveur. Les Egyptiens ont vite saisi la contradiction de cette attitude et en ont profité pour réclamer leur indépendance. Les émeutes du Caire ne sont sans doute pas sans relations avec la reculade de Samuel Hoare souscrivant au plan de Paris. Réclamer les sanctions en insistant sur notre opposition à toute guerre de conquête, à tout colonialisme, n'implique nullement que nous admettons une communauté d'intérêts entre la classe ouvrière et la bourgeoisie anglaises. La vigoureuse protestation des travaillistes contre le plan de Paris prouve clairement que nos camarades britanniques ne suivent pas docilement leur gouvernement et défendent leur politique propre.

L'affirmation que les sanctions entraînent inévitablement la guerre est un moyen de chantage dont abusent les fascistes de tout acabit, subitement mués en objecteurs de conscience, et que nous pouvons leur laisser.

L'Italie, qui se dépêtre difficilement de sa campagne en Ethiopie, ne va pas se lancer dans une guerre avec l'Angleterre sans être sérieusement appuyée. Le seul danger de guerre européenne réside dans l'antagonisme du capitalisme allemand et celui des anciens alliés (Italie mise à part). Il ne semble pas que ce conflit soit suffisamment mûr pour que la mise en application des sanctions contre l'Italie puisse servir de prétexte à le déclencher. Si la guerre éclatait cependant à cette occasion, la cause n'en serait nullement les sanctions, mais le défaut de cohésion des forces pacifistes.

En face du conflit italo-éthiopien, quatre attitudes sont possibles :

1° Prendre activement parti contre les sanctions. C'est une tâche que nous laisserons aux fascistes;

2° Rester en spectateur au-dessus de la mêlée. C'est une attitude indigne de révolutionnaires et qui, pratiquement, favorise Mussolini;

3° Préconiser la grève générale des ouvriers travaillant pour la guerre. C'est théoriquement la solution la meilleure. Dans l'état actuel du mouvement ouvrier, un tel mot d'ordre a-t-il des chances d'être suivi? Je suppose que Lazarevitch et Ida Mett ne se font pas beaucoup d'illusions à cet égard. Se contenter de maintenir cette position de principe revient à ne rien faire et, par suite, à favoriser l'entreprise mussolinienne;

4° Se prononcer résolument pour les sanctions. Si nous avons soin de marquer notre réprobation de tout brigandage colonial, nous ne risquons pas de tomber dans le piège de l'union sacrée (à noter que, pour nous Français, être sanctionniste n'est pas être gouvernemental, bien au contraire). C'est, dans la situation présente, la méthode la plus efficace pour combattre les bandits de Rome et permettre une action ultérieure contre les assassins de l'Inde et les tortionnaires de l'Indochine. Enfin ce n'est pas renier l'internationalisme ouvrier. En l'absence d'une Internationale syndicale effective, la protestation contre le plan scandaleux de Paris, l'action en faveur des sanctions pourraient être l'œuvre commune d'un comité comprenant des représentants des centrales syndicales d'Angleterre, de Belgique, des pays scandinaves, d'Espagne et de France. Une telle action concertée aurait une grande signification; elle pourrait entraîner l'arrêt prochain de la guerre en Abyssinie et par voie de conséquence la chute de Mussolini, signal de libération de nos camarades italiens. — Jean LEUNOIS.

Le Congrès de fusion de l'Union des Syndicats de la Région Parisienne

Il y a bien longtemps que je n'avais été intéressé par une assemblée comme je le fus par ce congrès de fusion des deux Unions de syndicats de la région parisienne, les 18 et 19 janvier, à la Maison de la Mutualité.

Ce n'est pas qu'une impression personnelle. La plus grande partie des délégués, pour ne pas dire tous, ont suivi les débats avec une attention digne d'éloges. On peut même dire qu'il y avait chez eux plus que de l'intérêt, qu'il y avait de la passion.

Beau congrès ! Plus de 400 délégués, partagés, à l'image des deux Unions qui étaient à peu près égales en forces, en deux camps presque de même nombre. Parmi ces 400 délégués, que de figures de connaissance ! D'un côté, ceux que nous continuons d'appeler les orthodoxes, les militants et les dirigeants de la 20e Union unitaire. De l'autre côté, autour de Guiraud et Lefèvre, la « vieille garde » confédérée et, avec elle, de nombreux camarades ex-minoritaires de la G. G. T. U., appartenant aux tendances qui, successivement, abandonnèrent une maison d'année en année moins habitable, de nombreux amis de la *Révolution prolétarienne*.

Il s'agissait de mettre la dernière main à l'opération de fusion minutieusement préparée par la Commission mixte et, pour cela, de se prononcer sur les points en litige.

En effet, à la Commission mixte, l'accord ne s'était pas fait :

1° Sur la périodicité des congrès (congrès tous les ans ou tous les deux ans) ;

2° Sur la représentation à titre consultatif au Comité général et aux congrès des centres de propagande, ou comités intersyndicaux ;

3° Sur un prix réduit du timbre pour les chômeurs ;

4° Sur l'incompatibilité des fonctions politiques et syndicales.

En outre de ces quatre questions, il fallut aussi se prononcer sur le mode de votation, plus exactement sur les chiffres de la représentation proportionnelle proportionnée, système en usage dans les deux Unions. Chose curieuse, les ex-unitaires proposaient des chiffres très favorables aux grosses organisations. Est-ce seulement parce qu'ils pouvaient disposer des suffrages d'un certain nombre de celles-ci ? Ou voulaient-ils enterrer ce qu'ils appellent l'anarcho-syndicalisme, en écrasant pour toujours les organisations numériquement petites sous la loi du nombre ? En définitive, une suggestion conciliatrice de Garcin, des P. T. T., fut retenue : elle consistait à rendre définitifs les chiffres de proportionnelle proportionnée admis par la Commission mixte pour les votes du congrès. Voici ces chiffres, désormais statutaires :

De	7 à	100	adhérents.....	1	voix
—	101 à	300	—	2	—
—	301 à	600	—	3	—
—	601 à	1.000	—	4	—
—	1.001 à	1.500	—	5	—
—	1.501 à	2.000	—	6	—
—	2.001 à	2.500	—	7	—
—	2.501 à	3.000	—	8	—
—	3.001 à	4.000	—	9	—
—	4.001 à	5.000	—	10	—
—	5.001 à	6.000	—	11	—
—	6.001 à	8.000	—	12	—
—	8.001 à	10.000	—	13	—
—	10.001 à	12.000	—	14	—
—	12.001 à	14.000	—	15	—
—	14.001 à	16.000	—	16	—

Au-dessus, une voix en plus par 2.000 adhérents ou fraction de 2.000.

Dans la discussion, Delsol fit remarquer qu'il serait dangereux de donner une majorité en quelque sorte automatique aux grosses organisations des travailleurs des services publics car ceux-ci n'ont pas encore été capables jusqu'ici de faire le 1er Mai. Il n'y avait là nulle tentative de dresser l'une contre l'autre deux catégories de travailleurs, mais simplement la constatation d'un fait — et d'un danger.

Les arguments apportés par les ex-unitaires étaient tous marqués au coin du plus authentique réformisme. Ils n'étaient pas différents de ceux employés, il y a quelque trente ans, contre les fondateurs de la C. G. T. Comme nous étions loin de l'époque où chaque syndicat disposait d'une voix, quel que soit son effectif, où l'on disait que la démocratie syndicale exigeait qu'aucun point de vue ne fût étouffé, où l'on affirmait qu'une corporation en valait une autre ! Ainsi que Guiraud le fit remarquer, y aurait-il encore une C.G.T. si, à cette époque, la proportionnelle avait triomphé ?

Ceux qui étaient d'avis de revenir au vieux système « Un syndicat, une voix » se rallièrent à la proposition confédérée considérée comme un moindre mal. Mais un vote ne fut pas nécessaire; c'est à l'unanimité que la proposition transactionnelle de Garcin fut adoptée.

Heureux début ! Par contre, il fallut voter sur la périodicité des congrès; la proposition ex-unitaire (un congrès tous les ans) l'emporta, grâce au concours des voix d'un certain nombre d'organisations ex-confédérées, par 426 voix (147 syndicats) contre 306 (144 syndicats). Ce succès et celui remporté sur la représentation à titre consultatif des comités intersyndicaux — admise par 401 voix (132 syndicats) contre 307 voix (143 syndicats) — ces deux succès ne furent pas, à proprement parler, des succès ex-unitaires. Ce furent deux revanches de la démocratie syndicale sur des conceptions qui avaient conduit les dirigeants ex-confédérés à ne pas tenir de congrès du tout. Une sorte de choc en retour.

Bref accrochage à propos de la Maison des syndicats lorsque vint l'article des statuts établissant la cotisation. En fixant celle-ci à 0 fr. 80, on l'augmentait de 0 fr. 10 pour les ex-confédérés, ces deux sous devant être attribués à la Maison. Par contre, elle se trouvait diminuée de 0 fr. 20 pour les ex-unitaires qui payaient précédemment vingt sous. Une inquiétude se fit jour : la Maison des syndicats était-elle encore un organisme viable, ou les cotisations ainsi votées allaient-elles être versées dans un tonneau des Danaïdes ?

Pour avoir traduit cette inquiétude, il m'a semblé avoir soulevé la réprobation des dirigeants ex-unitaires. Nous en reparlerons sans doute. Le camarade Raynaud se trompe s'il croit être le seul à ne pas craindre un débat sur cette question.

On poursuivit les travaux, le dimanche matin, en discutant la proposition ex-unitaire qui consistait à délivrer des timbres à prix réduit (0 fr. 25) pour les syndiqués chômeurs. Un vote allait s'imposer quand une proposition du camarade Cancouët, des cheminots, refit l'unanimité. Très bonne idée que celle de Cancouët ! Les syndicats paieront le timbre 0 fr. 90. Ces 10 centimes d'augmentation seront versés dans une caisse spéciale, laquelle caisse permettra aux syndicats comptant des chômeurs de délivrer à ceux-ci à un prix inférieur le même timbre qu'aux syndiqués non chômeurs. Ainsi, d'une part, les syndiqués chômeurs ne risqueront pas de se sentir des syndiqués diminués; d'autre part, les syndicats de services publics aideront effectivement ceux de l'industrie privée. Comme cette caisse pourra utiliser le surplus de ses recettes à des initiatives de solidarité, il y a, dans la proposition de Cancouët, l'embryon d'une très intéressante réalisation.

Et le congrès en arriva au « gros morceau » caché sous le mot barbare d' « incompatiblités ».

Un exposé de Langumier, favorable au cumul, et un exposé de Guiraud, adversaire du cumul, « introduirent » un débat passionné, intéressant certes, mais pourtant un peu décevant du fait que les camarades ex-unitaires donnèrent plus l'impression de manœuvrer que de défendre un point de vue. En effet, ils se replièrent finalement sur un texte moins clair que celui qu'ils défendirent tout d'abord, et ce après avoir donné l'assurance publique que ni l'un ni l'autre de leurs postulants au bureau de l'Union ne seraient candidats aux prochaines élections (1).

Leur nouveau texte — improvisé, semble-t-il — prévoyait le recours au congrès pour trancher le cas d'un secrétaire devenant élu politique. Mais les camarades ex-confédérés surent, eux, rester sur une position claire, et ils firent bien. Voici leur texte, notre texte à tous puisque tous les ex-confédérés, et même des ex-unitaires, firent bloc sur lui :

Art. 25. — *Aucun élu politique ou permanent d'un parti politique ne peut être élu membre du Bureau.*

Les secrétaires de l'Union ne peuvent faire acte de candidature à une fonction politique. Leur acte de candidature implique d'office la révocation des fonctions qu'ils exercent.

L'article 25 fut adopté par 379 voix contre 350. (Difficile de dénombrer les syndicats, le congrès ayant autorisé le partage des voix). Faible majorité, certes. Mais majorité tout de même, et qui trouve une valeur supplémentaire dans le fait qu'elle fut une surprise désagréable pour les dirigeants ex-unitaires. A ce qu'il paraît, ils se croyaient sûrs de l'emporter !

Ils avaient sans doute compté sans la renaissance de l'esprit syndicaliste dont les interventions confédérées apportèrent le témoignage. Ce furent quatre jeunes qui prirent la parole pour les incompatibilités. Le nouveau secrétaire du Syndicat des Employés, Albert Gazier, fit impression. Il évoqua discrètement le cas Gitton : ce dernier a déposé au Conseil général une proposition autorisant les petits commerçants de la zone — ses électeurs ! — à faire travailler leurs employés le dimanche en violation de la revendications syndicale ! Un délégué ex-unitaire essaya d'atténuer l'effet produit en demandant à Gazier s'il n'avait pas été lui-même tête de liste socialiste aux dernières élections municipales, à Bois-Colombes. Gazier lui répondit qu'il n'était pas, alors, secrétaire de syndicat, et qu'au surplus l'expérience lui avait suffi.

Après Guigui et Froideval, Hagnauer fut le quatrième et dernier orateur confédéré. Parce qu'il est un ami, je suis un peu gêné pour dire que son discours fut remarquable. Tant pis ! J'ajouterai même que son discours fut utile, car j'ai cru discerner sur la physionomie des camarades ex-unitaires qui se trouvaient autour de moi qu'il « portait » et qu'ainsi, contrairement à l'affirmation courante, il a pu changer quelques votes.

Ce n'est pas le seul parti communiste qui est intéressé au débat, déclara en substance Hagnauer, ce sont tous les partis : cependant, nous sommes obligés de constater que seul, en ce moment, le parti communiste remet en cause l'indépendance des syndicats en revendiquant pour ses militants le droit au cumul des fonctions syndicales et politiques. Cette obstination, au moment même où tombaient bien des préventions à l'égard du P. C., n'aboutit qu'à faire renaître les inquiétudes. Oui, ce débat est dangereux, il l'est pour l'avenir de l'unité, mais il l'est aussi pour le parti communiste lui-même, et, ajoute Hagnauer, si j'étais membre de ce parti, je me prononcerais avec la même vigueur pour les incompatibilités, dans l'intérêt même de mon parti.

Autre argument d'Hagnauer : les instituteurs de la Seine ont confié la mission de les défendre devant le Conseil général à trois élus, membres du syndicat, appartenant à trois partis différents : Joly, pupiste; Rivet, socialiste; Berlioz, communiste. Leurs interventions ont certainement eu plus de poids que s'ils avaient cumulé leurs fonctions politiques avec celles de militants du syndicat.

Mais ce qui a « porté » surtout, c'est ce troisième argument. On nous dit qu'il ne peut y avoir dans le mouvement syndical des militants diminués. Or, précisément, le militant chargé d'une fonction syndicale n'est pas complètement libre, il n'est jamais complètement libre. Il a le devoir de faire passer ses conceptions personnelles après les exigences de l'organisation dont il a accepté la charge. Bien souvent, il doit faire taire ses préférences doctrinales pour ne songer qu'à l'intérêt du syndicat et des syndiqués. Ce faisant, est-ce qu'il se « diminue » ? Pas du tout ! Il se grandit.

Le discours d'Hagnauer — dont je n'ai pu donner qu'une faible idée — termina en fait le débat, les ex-unitaires renonçant à faire parler leur dernier orateur inscrit derrière lui.

Tandis qu'on dépouillait le scrutin, bref débat sur le programme d'action; contrairement à l'engagement pris de réserver les quelques points en litige, notamment la défense de l'U. R. S. S. — *au sujet de laquelle l'accord n'est pas réalisé* — Hénaff vint faire l'apologie de l'U. R. S. S.

— Liberté en Russie ! lui cria-t-on.

Et Lefèvre répondit à Hénaff qu'il fallait d'abord que l'on sache *jusqu'où pouvait aller* la défense de l'U. R. S. S.

La soirée s'avançait, et les esprits se montaient. Nous assistâmes alors à une manœuvre déloyale, à propos de la désignation de la nouvelle Commission administrative. Sur cette question, la Commission mixte s'était mise d'accord : quinze ex-confédérés et quinze ex-unitaires, deux secrétaires ex-confédérés et deux secrétaires ex-unitaires. En dernière heure, elle avait décidé d'y adjoindre sept suppléants de chaque côté. Il semblait donc qu'il ne devait pas y avoir de débat.

Or, on entendit d'abord Arrachard demander que la désignation de la C. A. soit remise à plus tard et que, pour ce faire, le congrès tienne une nouvelle séance, dans huit ou quinze jours (!). Puis Langumier vint proposer, avec maintes circonlocutions montrant son embarras, qu'un représentant des autonomes soit admis à la C. A. au détriment des ex-confédérés qui n'auraient plus eu que 14 titulaires. La parité, admise par tous jusqu'alors, eût été détruite.

Malice cousue de fil rouge ! Véhémentement, les congressistes ex-confédérés firent comprendre à Langumier qu'ils ne goûtaient pas le procédé. Gênés, les congressistes ex-unitaires ne réagirent pas. Cette violation des engagements pris eût pu aller très loin. Après cinq minutes de réflexion, Raynaud le comprit et il retira la proposition de Langumier.

Après cela, le bureau et la C. A. furent élus, le résultat du vote sur les incomptabilités proclamé, l'ensemble des statuts ratifié... et la séance levée.

Nous quittâmes le congrès avec le sourire. Oui, il y a longtemps, nom de dieu ! que ça ne nous était pas arrivé... — M. Chambelland.

(1) Sur décision du Bureau politique du P. C., le siège « tout cuit » de député de la circonscription de Bagnolet-Pantin venait précisément d'être enlevé à Hénaff pour être attribué à Gitton, pourtant déjà conseiller général.

EFFORT NÉCESSAIRE

Dans les débats provoqués par la reconstitution de l'unité syndicale, seule la Révolution prolétarienne *peut publier les opinions des militants, toutes les opinions, de la base comme du sommet.*

Alors qu'une sorte de censure va désormais s'exercer sur les publications officielles, seule la Révolution prolétarienne *garde une liberté complète, une indépendance totale.*

Ne vivant que de ses abonnements, aucune contrainte d'aucune sorte ne s'y exerce.

Aussi, les militants syndicalistes ont-ils le devoir, à l'occasion des manifestations syndicales, de faire lire la Révolution prolétarienne *et de lui procurer de nouveaux abonnés.*

Le voyage des instituteurs

Remarques sur un article de Marthe Pichorel

*L'été dernier, le Syndicat National des Instituteurs organisa un voyage collectif en Union Soviétique. De ce voyage, la camarade Marthe Pichorel fit, dans l'*Ecole libératrice *(n° 3, 28 septembre 1935) un compte rendu à propos duquel Yvon avait rédigé les notes qu'on va lire. Nous les publions en dépit du retard, car nous croyons utile de verser au grand débat sur l'U. R. S. S. ces remarques de quelqu'un qui a vécu et travaillé là-bas pendant dix années.*

⁂

Regrettons que la plus grande partie de l'article de la camarade Marthe Pichorel contienne les mêmes affirmations générales qu'on peut lire ou entendre sans avoir besoin de sortir de France, alors qu'on attendait de nos camarades instituteurs des faits concrets, vivants et scrupuleusement contrôlés.

Que peut bien donner aux lecteurs de l'*Ecole Libératrice* la répétition d'affirmations comme celles-ci :

« Le sentiment de la noblesse du travail et de la dignité des travailleurs existe au plus haut degré. »

« le régime est basé sur la souveraineté du travail. »

« l'esprit collectif, la confiance sans limite dans les chefs... »

« l'industrialisation..., les 128 tracteurs quotidiens de l'usine de Kharkov, la centrale électrique de Dniéproguès, etc... »

« l'émancipation de la femme, la prostitution disparaît... »

« la formule « tout pour l'enfant », l'éducation nouvelle, l'initiative... »

« l'amélioration constante du niveau de vie. »

Est-ce qu'un voyage en caravane de 14 jours peut permettre tant de hardiesse ? N'est-il pas surprenant que des camarades avertis se laissent emporter si facilement par l'émotion et l'illusion?

La « noblesse et la souveraineté du travail », la « dignité du travailleur » ; tout cela ne va pourtant guère avec le travail aux pièces et à la chaîne qui sont beaucoup plus généralisés en U.R.S.S. que partout ailleurs, avec la cadence de 34,4 tonnes de charbon en 6 heures pour un mineur (piqueur) (1), avec le chronométrage des mouvements inutiles, avec le ravitaillement préférentiel aux ouvriers « de choc », avec la répartition obligatoire des travailleurs disponibles, avec le renvoi « motivé » de l'usine pour la moindre infraction à la discipline, avec les amendes et la prison pour la malfaçon et les avaries du matériel, avec le passeport « intérieur » pour les changements de résidence, les livrets de travail annotés, avec les différences de salaires allant jusqu'à trente fois et plus, avec la garde armée des entrées d'usines et les laissez-passer, non tout cela exige d'autres qualificatifs.

Et comment appeler le travail de cette ouvrière « émancipée » qui, durant sept heures, doit exécuter huit opérations sur une chaussure pendant les *six* secondes que lui accordent deux « convoyeurs » (chaînes, transporteurs) déjetant à sa gauche, puis à sa droite, les *quatre mille* chaussures quotidiennes pendant des mois et des années à la vitesse de 9 mètres à la minute (*Izviestia* du 29-3-1935) ?

Ces *trente-deux mille* mouvements quotidiens, machinaux et répétés, sont une monstrueuse obsession plus qu'une « noblesse » !

L' « esprit collectif », la « confiance dans les chefs » ; comme cela détonne pour qualifier la crainte d'une répression sans égale et la soumission complète de chaque individu à une raison d'Etat, c'est-à-dire raison de ceux qui en détiennent les leviers de commande !

La femme égale de l'homme, là où celui-ci a perdu même les élémentaires droits d'exprimer sa pensée que des siècles de luttes avaient conquis, là où le minimum de salaire familial nécessaire à la conservation de l'espèce comprend également le travail d'usine de la mère de famille qui continue cependant d'assurer les soins du ménage. Car seuls les hauts salaires peuvent entretenir des bonnes (ce dont ils ne se privent pas) et les *vastes* réfectoires d'Etat ne font que vendre leurs repas bien inférieurs en qualité *plus cher* que nos petits restaurants ouvriers. La blanchisserie d'Etat est également payante et très chère, et quand on est pauvre on lessive chez soi, le soir, après le « convoyeur » de l'usine, quand les gosses et l'homme se sont endormis ; le jour « de repos », on s'offre même à laver le linge ou le plancher de voisins mieux salariés, si la couture et l'achat si difficultueux des provisions laissent quelque répit. Oh ! la misère féminine se ressemble partout, le degré en est seulement plus élevé là-bas ! Les crèches d'usine sont évidemment indispensables puisqu'on oblige la mère à suivre le père au travail, mais comme nous voudrions que nos camarades puissent, chaque matin à 6 heures, s'entasser dans un tramway avec cette jeune mère moscovite qui porte un bambin sur ses bras, bambin qu'elle laissera à l'entrée de son usine à la garderie pour le reprendre le soir après les *trente deux mille* mouvements quotidiens — ceux qui sont payés — car les autres à la maison, le soir, ne le sont pas et chacun sait s'il y en a ! Peut-être leurs conclusions seraient-elles différentes ?

Dans toutes les villes du monde, les prostituées ont des lieux et des heures attitrés que les « clients » connaissent et on peut vivre à Paris, où elles pullulent, des mois sans en voir si on ne s'y intéresse pas. Eh bien ! à Moscou, c'est pareil, et si l'on se contente d'informations officielles au lieu d'y aller voir, ce n'est pas de notre faute. Il y en a à tous les prix et pour tous les goûts et leur gent n'est pas en voie de disparaître, hélas ! témoin ce décret du 7 avril dernier qui menace de cinq ans de prison au minimum les « citoyens coupables d'avoir incité ou obligé des fillettes à la prostitution » (*Izviestia* du 8-4-35). On ne décrète guère de telles choses sans grand besoin, et faut-il ajouter que ce sont les familles de miséreux qui alimentent la prostitution ?

Quant au niveau de vie, c'est une chose si claire qu'on s'étonne chaque jour des difficultés qu'on y découvre. La « noblesse », la « dignité », la « confiance » sont de ces choses qu'il est bien difficile de saisir en peu de temps, mais le niveau de vie matérielle c'est si simple, ça se réduit à quelques chiffres : le prix d'un kilo de pain, de viande, de beurre, d'un costume, d'une paire de souliers, d'un logement et le taux de quelques salaires réels. Pourquoi une affirmation générale là où des chiffres, faciles à noter, sont d'une clarté indiscutable?

Un instituteur primaire, à Moscou, gagne 120 roubles par mois pour 110 heures de classe; le pain de froment y coûte 1,70 rouble le kilo, celui de seigle 0,85 rouble, la viande de pot-au-feu 6,40 roubles et le beurre 15,75 roubles le kilo (prix au 1er-10-35). A Paris, le même instituteur gagne 1.500 francs pour 132 heures de classe et le kilo de pain de froment coûtait, à la même époque, 1 fr. 60, de bœuf pour pot-au-feu 6 francs et de beurre 12 francs.

Un petit calcul aboutit au tableau comparatif suivant :

(1) *Izviestia*, du 20-9-1935.

Nombre de minutes de classe nécessaires, en octobre 1935, à l'achat d'un kilogramme de différents produits pour un instituteur :

	MOSCOVITE	PARISIEN
Pain froment	94 minutes	8 minutes 1/2
Pain seigle	47 —	»
Viande pot-au-feu..	350 —	32 —
Beurre	866 —	64 —

Ainsi, le prix du travail d'un instituteur est dix fois plus élevé à Paris qu'à Moscou. Ne nous étonnons donc pas si le Moscovite double ses heures de classe, travaillant dans deux écoles à la fois pour tout juste vivoter.

La *R. P.* du 10-6-35 a parlé du mouvement du niveau de vie; rappelons donc seulement qu'avant-guerre et qu'à la veille des plans quinquennaux le salaire mensuel moyen de l'ouvrier moscovite équivalait à plus de quatre cents kilogrammes de pain de seigle, alors qu'actuellement il en vaut à peine deux cents. Depuis 1928, le niveau de vie du salarié moyen et au-dessous n'a cessé de baisser, tandis que, cette année, seul celui des hauts salariés s'est sensiblement amélioré. Peut-être que des jours meilleurs viendront, nous l'espérons, mais pour le moment on en est là.

Mais notre camarade Marthe Pichorel rapporte aussi quelques petits faits vécus, et c'est bien la partie la plus intéressante de son article.

Tout d'abord, elle a été frappée, dès son arrivée à Léningrad, par cette foule « sans bourgeoisie et composée uniquement de travailleurs ». Hum ! Est-ce que les privilégiés du régime avaient déserté la ville ce jour-là ? C'est peu probable et, avec un peu de bonne volonté, on doit pouvoir distinguer dans les rues les salaires de 1.000 et 2.000 roubles du commun des mortels à 100-200 roubles. Il doit y avoir erreur d'optique et peut-être l'oubli que le Russe, par nature, s'habille plus simplement que l'Occidental ? Mais non, c'est tout simplement un excès d'enthousiasme, car elle a même découvert « chez tous, des visages ouverts, des yeux clairs, des regards droits, des voix solidement timbrées, une force saine dans le geste et dans l'attitude ». C'est un peu fort. Bientôt, les yeux bleus, le regard placide, la voix grave et la parcimonie de gestes si naturels aux Nordiques seront des qualités que les bolchéviks ont insufflées aux Russes !

De même cette hospitalité si touchante et cette modestie si particulière au peuple russe pour qui l'étranger paraît toujours, bien à tort, comme un être supérieur qui lui fait honneur en le visitant; nos camarades instituteurs n'ont pas omis de les attribuer à la révolution.

Mais le grand fait convaincant de l'excursion paraît être la réponse de cette écolière de 12 ans à qui l'on demandait, quelques jours après la mort de Barbusse: « Que savez-vous d'Henri Barbusse? » La fillette répondit spontanément, écrit Marthe Pichorel, après avoir montré que l'écrivain et l'homme lui étaient connus : « *Nous savons que les Français éprouvent une profonde douleur de la mort d'Henri Barbusse; nous comprenons la grandeur de la perte qu'ils subissent et que subit avec eux toute l'humanité ; aussi est-ce de tout cœur que nous nous associons à votre peine.* »

Nous voudrions croire, dans l'intérêt de cette fillette, que l'interprète a trompé nos camarades; malheureusement, la réponse peut être authentique et c'est ça qui est grave. Y a-t-il quelque chose qui puisse sonner aussi faux, pour un collaborateur de l'*Ecole Libératrice* — le mot est un programme — que cette « *profonde douleur* » et cette « *compréhension de la grandeur de la perte que subissent les Français et l'humanité* » chez une fillette de 12 ans ?

Une telle maturité d'esprit est évidemment... « déconcertante », et pourtant un autre instituteur, George (de la Sarthe), mit encore plus de bonne volonté quand, pour répondre à Serret qui s'indignait du décret du 7-4-35 étendant en U. R. S. S. toutes les peines du Code de droit commun aux enfants de 12 ans, il affirma : « *Notre système (bourgeois) conserve des enfants jusqu'à 21 ans. Le système soviétique forge de jeunes hommes conscients de leurs responsabilités dès le plus jeune âge. La majorité est proclamée à 12 ans au lieu de 21 ans. Les camarades qui ont vu les jeunes pionniers soviétiques savent assez quelle maturité d'esprit ils ont* » (1).

La seule chose heureuse dans tout cela, c'est que ça n'est pas vrai; on a beau les avoir comblés du droit à la prison et au bagne, les gosses soviétiques de 12 ans sont restés des gosses qui aiment bien les pommes et se fichent pas mal de tous les Barbusse du monde.

Pour la fillette citée plus haut, le cas est très simple : le lendemain de la mort de Barbusse, l'éditorial des quelque dix mille journaux de l'U. R. S. S., grands et petits, commentait d'une manière aussi uniforme qu'unanime la « grande perte que venait de subir l'humanité », et tous les instituteurs du vaste pays qui connaissent très bien les exigences d'un tel éditorial en ont immédiatement fait un thème de leçon pour leurs élèves. Voilà comment on atteint à une maturité précoce ! Et quelle n'aurait pas été la déception de nos camarades s'ils avaient pu poser directement (sans interprète) des questions aux écoliers sur Gogol, Tolstoï, Korolenko, Krylov et d'autres qui ont écrit de si belles pages à la portée des enfants; ils auraient compris que si on ne peut pas malgré tout faire des hommes de 12 ans, on peut tout de même déformer la jeunesse et la tenir dans l'ignorance.

Le moment est bien mal choisi pour parler du « développement harmonieux des facultés physiques, morales et intellectuelles de l'enfant pour le rendre utile à la société » et des égards qu'on a pour ce « capital le plus précieux qu'il s'agit de mettre en valeur pour en tirer le maximum de rendement ».

Car 1935 a marqué l'abandon officiel de tout ce que la révolution avait pu donner de nouveau et de hardi à l'éducation : en avril, on décide le rétablissement des maisons de correction; on étend aux enfants de 12 ans la procédure judiciaire et les peines de droit commun (*Izviestia* du 8 avril). Le 29 mai, les *Izviestia* signalent que la machine judiciaire est en route : en un peu plus de deux semaines, un tribunal spécial, siégeant dans l'ancien monastère de Danilov (Moscou), a déjà distribué des années de prison à 60 jeunes « bandits ». Au début de juin (*Izviestia* du 1er-6-35), la direction de toutes les « colonies de travail » et des isolateurs (maisons de correction et prisons d'enfants) est officiellement attribuée au Guépéou ; vous entendez bien, pas au Commissariat de l'Education publique, mais à la Sûreté. Par le même coup, on rétablit les punitions dans les orphelinats et autres maisons d'enfants; on annonce des répressions plus sévères contre le personnel de ces établissements en cas d'évasion d'enfants (car on se sauve souvent de ces « paradis ») et on charge la police d'infliger des amendes jusqu'à 200 roubles (le salaire de deux mois d'un manœuvre à Moscou) aux parents dont les gosses commettent des actes répréhensibles dans la rue. Comme on est loin de la « maturité spirituelle si précoce » ! Et ce n'est pas tout. Le 3 septembre, un autre décret réorganise l'enseignement primaire et secondaire en ce sens qu'il rétablit le livret d'écolier, le dossier personnel de l'élève, les certificats de fin d'études et de conduite, les diplômes d'honneur, l'annotation des élèves, une discipline stricte, et institue... le port obligatoire d'un *uniforme* à partir de 1936, comme si le pays n'était pas assez caserne ! Le 8 septembre, la *Pravda* de Léningrad nous informe que, dorénavant, si l'enfant meurt pour avoir été abandonné dans de mauvaises conditions, la mère (ou le coupable de l'abandon) sera jugée pour « assassinat prémédité » et encourra jusqu'à 9 ans de prison ; dans le cas où elle abandonne son enfant sur le territoire d'un orphelinat, elle sera punie de six mois de prison ou d'une amende de 300 roubles (deux mois et demi de salaire pour un instituteur primaire moscovite). L'abandon des enfants qu'on ne peut pas nourrir avait donc

(1) *Ecole Emancipée* du 15-9-1935, compte rendu du congrès de la Fédération unitaire de l'Enseignement.

tendance à se développer ? Enfin, dans une de ses séances (*Izviestia* du 9 octobre 1935), le Conseil panrusse des commissaires du peuple a entendu, dans un rapport, que « dans beaucoup d'orphelinats (maisons d'enfants) les grands et les petits sont logés dans les mêmes chambres et que les malades, les idiots et les défectueux voisinent avec les bien portants et les normaux. Il n'est pas rare de voir des enfants coucher à deux dans le même lit par pénurie de literie et manque de place ».

L'énumération chronologique et incomplète de ce qui a été fait, rien que ces derniers mois, pour l'éducation ou la rééducation de l'enfant donnera à réfléchir, nous l'espérons, à nos camarades instituteurs.

Et qu'on cesse enfin de nous parler de ces groupes de paysans et d'ouvriers visitant des musées et auxquels « une jeune femme explique, comme on accomplit un sacerdoce, la valeur de tel tableau ». Mais non, ce n'est pas cela qu'on leur explique, mais simplement que tel pinceau ou telle méthode de peinture représente « le capitalisme pourrissant » ou bien « la politique coloniale »; tout est exactement classé et des paysages deviennent *contre-révolutionnaires* tandis que « le cheval de bataille de Vorochilov » devient *prolétarien*.

Pour finir, quelques mots sur la photo de la « fête sportive de la jeunesse, sur la Place Rouge, à Moscou », qu'a reproduite l'*Ecole Libératrice* pour illustrer l'article de Marthe Pichorel. C'est un document véritable qui montre qu'on a réuni des milliers de jeunes gymnastes de toute la Russie exclusivement pour épater les étrangers; on voit très bien, en effet, qu'aucun autre public n'a eu d'entrée dans cette vaste arène de la Place Rouge. A droite, au centre sur le mausolée de Lénine, appuyés au mur du Kremlin, se tiennent Staline et son état-major (une douzaine de personnes); à sa droite, les tribunes diplomatiques; à sa gauche, les tribunes pour quelques huiles secondaires et nos « délégations ouvrières », et c'est tout !... Non, une ligne serrée d'agents de police sépare les gymnastes en manœuvre de leurs « spectateurs » si réduits; ce n'est pourtant pas pour maintenir une foule inexistante ! Ajoutons que Staline, pour venir à cette fête, n'a qu'à passer le mur du Kremlin impénétrable, comme autrefois les tsars sortaient par la même porte du même Kremlin pour recevoir les délégations de riches boyards. Un film de propagande soviétique qui passe à Paris montre le déroulement de cette fête de la jeunesse sportive et donne bien l'impression d'une de ces fêtes du cirque (modernisée, évidemment) de la Rome de César. Il y a pourtant si peu d'années que, juchés sur des tribunes improvisées, les Lénine et les Trotsky parlaient, sur cette Place Rouge, au peuple auquel ils étaient mêlés ! — M. Yvon.

EN MARGE... par Romagne

RUDYARD KIPLING

L'œuvre littéraire que cet écrivain laisse derrière lui est une des plus grandes et des plus nobles qu'on puisse connaître. Dans notre pays, elle est insuffisamment connue et parfois assez mal comprise. Certains sont même allés jusqu'à le comparer à Maupassant. C'est faire infiniment d'honneur, trop d'honneur, au médiocre et désuet Maupassant, une grande injure au génie de Kipling et donner la preuve la plus éclatante qu'on ne sait pas lire.

M. André Maurois, dans un livre récent, parle de la « conception héroïque de la vie » de Rudyard Kipling et estime que l'auteur a su retrouver sous l'homme des machines celui de la Bible et d'Homère. De la Bible c'est parfois vrai, mais d'Homère c'est très discutable, très discutable pour Kipling qu'on salua en Angleterre comme l'écrivain qui n'était pas académique et qui ne devait rien aux littératures anciennes. Les héros d'Homère sont toujours pleins de fureur, de jactance, de bêtise aussi, et ils ont toujours l'allure théâtrale. Il n'y a pas de héros dans Kipling mais des hommes, des hommes qui aiment faire les choses avec application et d'une façon sérieuse, des hommes qui accomplissent toujours simplement leur devoir, en conservant la tête froide et le geste précis, des hommes qui donnent toute leur vie à la réalisation de la tâche qu'ils se sont tracée ou qu'ils ont acceptée. Même les héros militaires de Kipling savent mourir sans pose et sans chiqué, ce qui est bien, pour un homme, la façon la plus grande de mourir, et parmi les militaires, les plus grands amis de Kipling ne sont pas des généraux plus ou moins chamarrés d'ors, mais trois soldats, les trois plus grands chenapans du régiment, débrouillards, aventureux, chapardeurs, querelleurs, insolents, ivrognes aussi et volontiers cogneurs. Vraiment, c'est à se demander si M. André Maurois, qui aime tant Rudyard Kipling, a lu Homère, même dans une traduction. Ce n'est pas moi, du reste, qui irais lui en faire grief.

Kipling a aimé passionnément la vie, l'effort, la lutte et le travail de l'homme. Il a rompu nettement, carrément avec la littérature de salon platement sentimentale et avec toutes les histoires des coupeurs de cheveux en quatre à l'infini. Mais ne croyez pas que la profondeur lui manque. Observateur prodigieux, il est allé bien plus loin dans la connaissance des sentiments et du cœur de l'homme que les analystes les plus maladifs, les plus tarabiscotés, et personne n'a pénétré aussi bien les profondeurs ténébreuses de l'âme des races de couleur.

Evidemment, il n'a pas énormément de sympathie pour la suffisance hautaine et la futilité des intellectuels. Il n'aime pas les oisifs et n'a que mépris pour ceux qui ne savent que jouir de leur « sale galette ». Il n'a de l'adoration et de l'admiration que pour le travail, pour l'activité de l'homme, pour le courage sous toutes ses formes, le courage obstiné, même sans espoir, qui arrive à vaincre la résistance aveugle et la malignité déconcertante des choses, et cela quel que soit l'échelon où l'homme se trouve placé : mécanicien, chauffeur, constructeur, mineur, poseur de rails, soldat, matelot. On sent que, de sentiment, il préfère les humbles et qu'il a plus de foi dans leur amitié que dans l'amitié des grands qui vous laissent périr misérablement. Son humour est mordant et son ironie féroce pour les chefs plus ou moins à la hauteur de leur tâche, pour la chinoiserie et l'incompréhension des administrations, pour l'ineptie des ronds-de-cuir, des militaires responsables; il a horreur de la bêtise comme de l'homme qui vit uniquement dans les livres, il cingle les bigots, mais il est plein de respect pour le vrai sentiment religieux et pour ceux des représentants de la religion qui sont toujours prêts à secourir et qui réalisent parfois le miracle de donner plus qu'ils n'ont reçu.

On aurait tort de s'imaginer qu'on connaît

Kipling suffisamment parce qu'on a lu *Le livre de la Jungle*. Il y a plus que cela et du meilleur et du solide. Kipling est un auteur que tout le monde peut aborder sans crainte d'ennui; il est dépourvu de toute allusion pédante, il est la leçon la plus pratique, la plus noble et la plus sûrement écrite de notre temps. Avec un style vif, entraînant, un sens profond du comique, il fait vivre les êtres par leurs traits essentiels; il les monte en relief sans jamais s'étendre ni s'appesantir, comme d'un seul coup de crayon et sans jamais s'écarter de la réalité. Car son œuvre est d'une vérité saisissante, brutale parfois. Il dépouille, il met implacablement à nu. Quelques réalistes lui reprochent une sécheresse puritaine qu'à mon avis il n'a pas et qui lui ferait passer sous silence certaines mœurs, certains détails scabreux. Il ne faut pas chercher chez lui des scènes charnelles. Il n'y en a pas. Son œuvre est probe et saine. Il a su être vrai sans cela.

Bien des choses pourront étonner chez lui. Mais il ne faut pas perdre de vue que Kipling est Anglais et que, lorsqu'il parle de soldats, il a toujours en vue le soldat de métier, celui qui a accepté, sans contrainte, la discipline militaire.

Rudyard Kipling fut aussi un très grand poète, et comme sa poésie est toute dans la force et la grandeur de sa pensée plutôt que dans la musique des mots et l'harmonie du rythme, on retrouve dans la traduction de ses vers toute la puissance de son souffle. Voici un de ces poèmes admirables dont la traduction est, je crois, de M. André Maurois :

Si tu peux voir détruit l'ouvrage de ta vie
Et, sans dire un seul mot, te mettre à rebâtir.
Ou perdre en un seul coup le gain de cent parties
Sans un geste et sans un soupir;

Si tu peux être amant sans être fou d'amour
Si tu peux être fort sans cesser d'être tendre
Et, te sentant haï, sans haïr à ton tour
Pourtant lutter et te défendre;

Si tu peux supporter d'entendre tes paroles
Travesties par des gueux pour exciter des sots,
Et d'entendre mentir sur toi leurs bouches folles,
Sans mentir toi-même d'un mot;

Si tu peux rester digne en étant populaire,
Si tu peux rester peuple en conseillant les rois,
Et si tu peux aimer tous tes amis tes frères,
Sans qu'aucun d'eux soit tout pour toi;

Si tu peux rencontrer triomphe après défaite
Et recevoir ces deux menteurs d'un même front,
Si tu peux conserver ton courage et ta tête
Quand tous les autres les perdront;

Alors les Rois, les Dieux, la Chance et la Victoire
Seront à tout jamais tes esclaves soumis,
Et, ce qui vaut mieux que les Rois et la Gloire,
Tu seras un homme, mon fils.

. . . . . .

Un homme vient de mourir.

Il est de ceux devant qui il convient qu'on se découvre et qu'on s'incline.

◇◆◇

Cinémas

PANTHÉON : Une étuve et de la bande soviétique toute la soirée : une actualité et deux films, *Tchapaïev* et *Harmonica*.

Dans l'actualité on voit une foule qui fête l'anniversaire de la révolution d'octobre et qui a l'air d'une foule qui s'amuse. Puis, l'éternel défilé militaire : le grand tambour-major en tête qui scande le pas et des capotes, des casques, des fusils, des baïonnettes..., les soldats rouges défilent aussi bien que les soldats de l'armée impériale..., des canons, des tanks. C'est rassurant puisque les Russes seront encore un coup nos alliés. Dans la tribune Staline et un militaire à allure de bouledogue, Vorochilov, sans doute. Ça aussi c'est rassurant. D'autant plus qu'il a toute une série de décorations sur la poitrine. Il y donc tant de décorations que ça en U. R. S. S. ? Il y a aussi un régiment de femmes. Elles ont des capotes, des bottes, mais pas de fusil. Alors, quoi... des cantinières ?

« *Harmonica* ». Un film de propagande pour kolkhoz et l'harmonica est un accordéon, mais ça n'a aucune importance. On voit des jeunes filles qui se réunissent en bande joyeuse après la journée de travail, un joueur d'accordéon costaud, sympathique et souriant, des danses et aussi une inquiétante figure de rôdeur, un koulak, paraît-il. En russe koulak signifie poing, dur comme un poing (on s'en aperçoit dans le film). Les koulaks étaient des paysans durs au travail et âpres au gain. Pourquoi leur avoir donné dans le film l'allure de dégénérés crapuleux ?

Le joueur d'accordéon qui est également un furieux stakhanoviste, devient secrétaire du soviet. Le malheureux se prend au sérieux et finis la rigolade, l'accordéon, la danse; finie aussi la fiancée qui avait cent journées de travail en dot. Je retiens cette façon imprévue de compter une dot. Mais il y a donc encore des dots en U.R.S.S. ?

Donc pendant que le secrétaire prépare on ne sait quel projet soviétique et que la population languit, les koulaks prennent l'offensive avec un accordéon et une guitare. Les choses prennent une tournure dramatique, mais voilà que le soviétique secrétaire se rappelle qu'il a aussi un accordéon, les koulaks sont chassés et la ronde recommence. En somme l'accordéon du kolkhoz l'emporte sur l'accordéon et la guitare des koulaks.

De belles images parfois, riches, puissantes, pleines d'évocation. Mais tout cela manque d'action. C'est long, long, interminable dans cette température d'étuve; faussement sentimental et un peu tarte aussi, surtout terriblement tarte. Un film de propagande, je le répète. Ce n'est pas encore aussi idiot que les histoires d'édification chrétienne qu'on peut lire dans certaines publications religieuses, telle celle du mauvais enfant qui commence par rater la messe, qui vole un œuf, puis un bœuf, qui assassine sa mère et finit par se repentir au pied de l'échafaud, mais ça prend résolument cette direction. Il paraît que quelqu'un a écrit le nom de Virgile au sujet d'*Harmonica*. Il y a des gens qui, dès qu'ils voient une cabane, un champ, une vache, un ruisseau et un arbre vous sortent tout de suite le nom de Virgile. Je veux bien. Virgile, c'est aussi la barbe. S'il n'y avait qu'*Harmonica*, ça ne vaudrait pas la peine d'aller subir la température du Panthéon. Mais il y a *Tchapaïev*.

Tchapaïev, c'est l'histoire d'un partisan (dans le sens de combattant) de la guerre civile. Ce n'est pas un soldat, c'est un chef de bande, un chef toujours à l'avant et à l'endroit où ça chauffe, un guerrier entouré d'un hétéroclite état-major de risque-tout comme lui. Il est pour les rouges sans trop savoir pourquoi, parce que tel était son destin étant donné qu'il est parti d'en bas et qu'il a du tempérament. Ce n'est pas une brute mais un type hardi, violent, impulsif, explosif, avec des colères et des bouderies d'enfant terrible qui sont parfois un peu forcées et ridicules. C'est peut-être la seule faiblesse du film.

Le gouvernement soviétique délègue à ce conquérant un commissaire du parti. Accueil glacial, heurts, mais le commissaire est un dur aussi, un dur tout en dedans. Il tient tête, finit par se faire entendre et même par se faire aimer du héros et par en faire un soldat discipliné de l'Armée rouge. Voilà le principal du drame et de la leçon. Si Tchapaïev avait vécu, avec un commissaire de parti pareil, il aurait fini dans la peau d'un colonel et on aurait vu sur sa poitrine puissante d'homme arrivé l'ordre de Lénine, celui du drapeau rouge, etc...

Il règne dans ce film une atmosphère de combat et de bataille. Peut-être même les batailles ne sont-elles pas suffisamment dépourvues de fan-

taisie, mais elles restent néanmoins très palpitantes. Une idylle sympathique et sans mièvrerie se noue autour d'une mitrailleuse, et par opposition à la généreuse et bouillante autorité de Tchapaïev, la figure d'un colonel des blancs est croquée avec une vérité et une mesure qui rendent la critique plus juste et plus aiguë.

En résumé, un film excellent, très prenant d'un bout à l'autre, plein d'épisodes émouvants, tellement émouvants que l'émotion qui vous serre à la gorge monte parfois jusqu'aux yeux, et tout cela dans un magnifique décor de paysage. Quelque chose de très réussi.

La Madeleine : *Veille d'armes.*

M. Claude Farrère porte une partie de la responsabilité de *Veille d'armes.* A propos de M. Claude Farrère, je ne sais pas si vous avez eu l'occasion de voir dans les actualités d'il y a quelque temps la touchante remise de l'épée d'académicien qui lui fut offerte par les écrivains anciens combattants, je crois, à moins que ce ne soit par d'autres anciens combattants, ça n'a aucune importance. De la vraie rigolade cette cérémonie, si l'on savait encore rire dans ce pays. Mais je voulais vous parler de *Veille d'armes.*

Un drame de la mer, une sorte de bateau qui se passe dans la marine militaire. Oh! ce n'est rien d'extraordinaire. M. Claude Farrère est l'homme fatigué des effets faciles, des vieilles ficelles et des trucs éculés. Du reste, il n'est jamais sorti de cela à ce qu'il me semble.

Des attitudes théâtrales, des regards de héros... de cinéma pleins d'un air de grandeur, un pathétique à tout casser destiné à mettre les larmes aux yeux des bonnes femmes et des générations adolescentes à peine sorties de l'enfance. Rien de vrai, aucun accent simple et de bon aloi. Du faux sentiment, de fausses situations, tout est faux là-dedans, jusqu'au numéro de la place que j'occupe.

Bref, quand je suis sorti, j'en avais assez de notre flotte de guerre, et si j'avais été n'importe quoi à la conférence navale, j'aurais fait du mauvais travail.

◇◆◇

Cabarets

Noctambules

De la chanson, les inévitables calembredaines qui vont avec, de l'entrain aussi et quelques couplets sur les fils d'Albion joliment envoyés par Henri Cor. Ils méritent d'être signalés. Ensuite Carco, Francis Carco, lui-même, qui vient avec sa figure équivoque dire des vers périmés. C'est la génération du bobinard, de la maquerelle, du marle et du Bat' d'Af'. Un genre défraîchi, fripé et inoffensif aussi, mais rien de plus qu'un genre. Et bon pour l'Académie par-dessus le marché.

Le tout se termine par une revue-journal, « Plats du jour ». Il s'agit d'un plat qui est parfois un peu épais mais qui est toujours très relevé et que je vous recommande.

La tête de turc qui tient la vedette dans l'ensemble du spectacle est M. Pierre Laval. C'est un sujet abondant et facile. Oui mais voilà qu'il est renversé. Tant pis pour les *Noctambules !*

◇◆◇

A propos, les théâtres devaient faire grève. Mais ne dirait-on pas qu'ils ont commencé sans rien dire à personne ?

LIVRES, REVUES, JOURNAUX

Pages choisies de Babeuf, par Maurice Dommanget. — (*Colin.* Un volume, 35 francs.)

Des *Pages choisies* de Babeuf peuvent sembler déplacées en ces temps de front populaire. Si l'on remonte en effet volontiers, pour réchauffer les tripes des classes moyennes et redonner un idéal aux radicaux, jusqu'aux exemples de l'An II et même de 89, ce n'est certes pas pour méditer celui de Gracchus Babeuf, ancêtre authentique de notre socialisme prolétarien.

Nous avons vu, en revanche, redonner une virginité à un Danton véreux, à cause de son mot sur l'audace, lui qui pourtant savait se défiler dans les coups durs. Nous avons vu le bonnet phrygien connaître une nouvelle fortune, le drapeau tricolore se mêler au drapeau rouge, la *Marseillaise* avoir l'honneur du poing levé, Herriot passer pour un jacobin de la meilleure cuvée. Mais il n'a jamais été question, que je sache, pendant ces derniers mois, de se tourner vers la révolution lointaine de nos bourgeois pour y découvrir les prémices de notre socialisme et déjà certaines traditions prolétariennes. On s'est contenté d'y rechercher les symboles les plus superficiels et les plus équivoques. La démagogie du front populaire, destinée à flatter grossièrement les classes moyennes et les démocrates simplets, s'est bien gardée de mettre en avant l'exemple tonique d'un Babeuf. Elle a aussi, pour la même raison, relégué dans l'ombre les massacres de Juin 48 et de la Semaine Sanglante, faits au nom du drapeau tricolore. Elle n'a rapporté, du musée de l'histoire, que de vieilles défroques, des symboles désuets, ces manies jacobines dont un Vallès s'irritait pendant la Commune.

Nous avons parfois intérêt à nous tourner vers le passé, mais avec discernement. A l'heure où le mouvement ouvrier risque de sombrer dans la confusion idéologique, où, sous prétexte de défendre la démocratie parlementaire pour sa valeur provisoire, on en oublie avec éclat les principes de la lutte des classes, les représentants du socialisme authentique deviennent pour nous plus précieux. J'avoue que la lecture des *Pages choisies* de Babeuf, tandis que se jouait çà et là la parodie de 93 et que *le Chant du Départ* relayait ou remplaçait *l'Internationale,* m'a été comme un vent purificateur.

Ces *Pages* ont été publiées par notre camarade Dommanget dans l'érudite collection des *Classiques de la Révolution Française.* Aussi sont-elles accompagnées d'un appareil critique, de références, d'une introduction bibliographique. Celle-ci, qui passe au crible tout ce qui a été écrit sur Babeuf, pour en scruter la valeur, est perspicace et informée. Le choix des textes est tout à fait judicieux.

Du reste, le nom même de l'éditeur de ces fragments est une garantie. Voilà en effet des années que Dommanget s'est fait historien du mouvement ouvrier, plus spécialement de quelques-uns de ses apôtres. De nombreux militants connaissent ses brochures sur Babeuf et Blanqui, son bon ouvrage sur Victor Considerant, et bientôt nous signalerons plus amplement ici son dernier livre sur *Blanqui à Belle-Ile* que vient d'éditer la Librairie du Travail. J'ajoute qu'il est tout particulièrement informé sur le mouvement babouviste et prépare un ouvrage sur Sylvain Maréchal, autre communiste de la période révolutionnaire qui fut le rédacteur du *Manifeste des Egaux.* Les *Pages choisies* de Babeuf, qui donnent l'essentiel et dispensent de recourir à des ouvrages parfois difficiles à se procurer peuvent donc être lues avec la plus grande confiance et le seront avec le plus grand profit.

Ce n'est pas à vrai dire l'histoire de Babeuf qui nous y est contée, mais plus exactement la formation progressive de sa pensée, sa réaction en face des événements de l'époque auxquels le commentateur a rattaché, par périodes, ses divers écrits. Nous ne pouvons ici reprendre cette histoire. Mais signalons toutefois quel intérêt, d'abord humain, se dégage des écrits babouvistes.

Babeuf est un révolutionnaire dévoué corps et âme à la cause du peuple. Il s'est sans doute, politiquement, trompé plusieurs fois, il a combattu la « tyrannie » de Robespierre, mais toujours avec sincérité. On le sent prêt sans cesse à faire le sacrifice de sa vie pour le triomphe de la vraie Révolution, celle qui devait, d'après lui, vaincre la misère, celle qui rendrait heureux dans l'avenir les enfants du tribun.

Ce père nécessiteux, que préoccupe le sort matériel de sa famille, n'est pas un révolutionnaire amateur ou un pur manieur d'idées. Ces pages le montrent attentif à l'enfance, aux problèmes de l'éducation pour lui capitaux. Il a des accents de pitié devant la misère des faubourgs.

Il trouve, peu avant sa mort, des paroles touchantes et graves pour envoyer aux siens le suprême adieu, conscient de mourir irréprochable pour une juste cause. Il les recommande à ses amis et nous sommes touchés par cette confession suprême qui n'emprunte que peu de chose à la rhétorique sensiblarde du temps.

Mais nous sommes surtout attirés, bien entendu, par la pensée de Babeuf au sujet de laquelle se pose une question essentielle pour nous. Il s'agit en effet de savoir si Babeuf est bien un représentant véritable du socialisme moderne ou s'il est seulement un républicain ardent teinté d'un idéalisme utopique de circonstance, qui se sert d'un langage démagogique pour mieux soulever les masses contre le Directoire.

Un historien aussi informé, aussi objectif et aussi tourné vers le socialisme que Mathiez a mis en doute la profondeur et même la réalité du communisme babouviste. Dans son livre posthume sur *le Directoire*, paru en 1934, il porte à son sujet plusieurs jugements qui surprennent.

« Le communisme chez lui est quelque chose de purement accessoire qui intéresse peu sa vraie politique », politique d'un porte-parole des anciens terroristes victimes de la répression du Directoire. « Le communisme de Babeuf était une construction hâtive, une sorte de mosaïque improvisée, un couronnement rapporté sur une bâtisse de style tout différent », en somme une philosophie sociale qu'il n'avait pas eu le temps de digérer, « des réminiscences de journaliste pressé, accommodées à la sauce montagnarde ». Son programme théorique était « succinct et vague ».

Il faut reconnaître que les événements se sont prêtés à cette interprétation. Il est exact en effet que le complot babouviste, la Conjuration des Égaux, avait rapproché de Babeuf des Montagnards non socialistes et que les ouvriers parisiens qui participaient avec eux au complot contre le Directoire étaient plus encore exaspérés par la vie chère que hantés par des visions socialistes d'avenir. D'autre part, l'un des interprètes autorisés de la pensée de Babeuf, Buonarroti, a écrit longtemps après les événements de 1796 (son livre parut en 1828) et a fort bien pu donner plus de consistance aux idées de son maître, leur conférer plus de hardiesse.

Mais la lecture des écrits de Babeuf nous révèle bien un socialisme authentique. Il y est plus qu'en germe, avec ses contours essentiels. Il n'a pas attendu le Directoire pour l'affirmer. Dès 1787, il protestait déjà contre l'injustice sociale et rêvait à la communauté des biens. Plus tard, même en période jacobine, il désire un supplément de révolution qui bouleverserait la propriété. Il a toujours montré que la justice n'existerait pas tant que cette propriété individuelle, source intarissable d'inégalité, ne serait pas abolie. Le socialisme est donc chez lui, en 1796, bien autre chose qu'un renfort démagogique de circonstance dans sa lutte contre le Directoire.

Et puis, ce qui fait de lui un vrai socialiste, c'est le sens aigu qu'il a de l'injustice sociale, de l'antagonisme des classes. Il le ramène, il est vrai, à une rivalité un peu sommaire entre riches et pauvres, car il n'a pas sous les yeux un tableau assez poussé de la concentration industrielle. Mais il est hanté par la gravité du paupérisme, ce qui l'apparente à maint réformateur du temps, mais il a en plus le sentiment profond que la misère ne disparaîtra qu'avec la suppression de la propriété individuelle.

C'est bien là son aspiration dominante sur le plan agraire. Il n'est point pour le partage égalitaire du sol, souhaité alors par certains partisans de la « loi agraire », mais pour le passage de la terre à la propriété collective. Elle serait préparée par certaines mesures telles que la confiscation des biens des contre-révolutionnaires, la suppression de l'héritage.

Babeuf n'a envisagé qu'accessoirement le problème industriel, mais il a entrevu un communisme égalitaire dans la répartition des fruits du travail selon la devise : à chacun d'après ses besoins, poussant plus loin encore dans son esprit les rigueurs du communisme des subsistances amorcé par les Montagnards avec le maximum.

Il y a là en somme non seulement un socialisme instinctif, mais encore un programme raisonné, cohérent, audacieux. L'éminence du travail y est souvent proclamée, avec l'équivalence de valeur entre les diverses tâches qui doit entraîner l'égalité des salaires. Et, chapitre cher à Babeuf, il recommande l'égalité de tous devant l'instruction.

Ce qui est moderne encore dans ce socialisme, c'est la recherche pratique des moyens de réalisation, la nécessité de la prise du pouvoir politique et de la dictature, l'urgence de l'armement du peuple, la préparation tactique de l'insurrection. Nous avons dépassé le stade des anciennes utopies du XVIIIe siècle.

Une question qui se pose, très intéressante pour l'histoire ouvrière, est relative à l'origine de ce socialisme authentique dans la pensée de Babeuf. D'où vient-il : des livres ou de la vie ?

Sans doute il procède de la philosophie du XVIIIe siècle par son sens de l'égalité sociale, si familier à un Rousseau. Mais il se rattache aussi à l'expérience personnelle de Babeuf, il est vécu.

Babeuf a été témoin, en Picardie, du mécontentement des paysans pauvres. Il est leur porte-parole. Il a connu aussi la misère ouvrière de Paris, cause des émeutes répétées de la faim, catastrophique sous le Directoire. L'ancien arpenteur qui confectionna des terriers ou cadastres pour le compte des nobles picards, qui entendit les doléances des petites gens des campagnes, se rendit compte de la crise agraire et en saisit le sens avec netteté. Avec lui, c'est le village attaché à ses usages communautaires qui proteste contre les empiètements féodaux et contre l'introduction du capitalisme dans l'agriculture: menace de partage des communaux au profit des riches frustrant les pauvres qui en tiraient parti, concentration des grandes fermes au détriment des petits fermiers et des journaliers.

Sachons gré à Dommanget et à son préfacier l'historien Georges Lefebvre d'avoir proposé cette explication compréhensive et fructueuse du socialisme de Babeuf, en le rattachant à cet ancien communisme primitif des campagnes. Elle serait le meilleur témoignage du sérieux de sa doctrine, du moment qu'on peut établir que celle-ci, comme le socialisme moderne, n'est qu'une émanation de l'expérience sociale, une leçon de la vie, au lieu d'être une utopie, brillante ou fumeuse, sortie de l'esprit de quelque spéculateur.

— A. RICHARD.

ENTRE NOUS

Quelques mots seulement, avant de mettre sous presse, pour nous excuser du retard de quelques jours de ce numéro et pour annoncer que le prochain, du 10 février, sera consacré en grande partie au congrès confédéral de fusion et aux problèmes portés à son ordre du jour. Nos amis feront bien de nous envoyer d'urgence les adresses des militants des syndicats qu'ils connaissent comme susceptibles d'être intéressés par ce numéro.

Rendez-vous à quinzaine pour les notes qui n'ont pu trouver place dans ce numéro.

Le gérant : M. CHAMBELLAND.

LA COOTYPOGRAPHIE, 11, R. DE METZ. COURBEVOIE. TÉL. 260

D'abord, comprendre !

Le volume que nous offre la collection de la " Révolution Prolétarienne ", est une nouvelle édition de l'ouvrage du même auteur, publié en 1925 par la *Librairie du Travail* et portant le même titre. La présente édition nous donne un livre nettement supérieur au premier. *Louzon* domine mieux son sujet. Il l'a médité et creusé et il fait bénéficier le prolétariat du fruit de son étude et de ses observations.

La présente *Economie capitaliste* est d'une tenue plus hautement scientifique que la première. *Louzon* s'est attaché, tant dans l'exposé des principes que dans la démonstration des problèmes, à éviter la métaphysique des arguments psychologiques pour s'appuyer sur la réalité scientifique. Il le fait avec le maximum de simplicité, sans aucune pédanterie, en essayant d'être concret le plus possible...

...Il est impossible, dans le cadre de ce compte rendu, de citer tout ce qui, à divers titres, est intéressant dans ce livre et de le discuter. Nous en recommandons vivement la lecture et même l'etude à nos camarades. Ceux qui veulent connaître la conception marxiste de l'économie capitaliste trouveront là l'enseignement clair et complet qu'il leur faut.

" LE FONCTIONNAIRE SYNDICALISTE "
(Décembre 1935)

Lisez tous :

l'Economie Capitaliste

Principes d'économie politique
par Robert LOUZON

Un volume, envoyé franco contre 12 francs versés
à notre Compte postal : " LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE " 734-99 Paris

Civilisation !

C'est, affirme le Duce, pour " civiliser " les Ethiopiens qu'il leur fait la guerre. Nous aussi, et depuis bien plus longtemps, nous avons nos " civilisateurs ".

Nous pouvons juger

leurs exploits

En Indochine, ils ont fait couler...

...un fleuve de sang

Tel est le titre de notre brochure sur Deux ans d'Indochine. — Effroyable bilan, terrible réquisitoire — Des milliers d'Indochinois ont été mis à mort. — D'autres milliers meurent à petit feu dans les prisons et les bagnes. — L'œuvre "colonisatrice" de notre bourgeoisie est, ineffaçablement, marquée du sang de ses victimes.

Montrez la civilisation bourgeoise,

démocratique ou fasciste, au travail

en diffusant

UN FLEUVE DE SANG

Une brochure de 50 pages : 1 fr. Prix spéciaux par quantité pour la diffusion.